

TRENTÉ-SIXIÈME ANNÉE — N° 10 854

**Une session extraordinaire
du Parlement
en février**
LIRE PAGE 14

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

2.00 F

Algérie, 1,30 M; Maroc, 1,80 M; Tunisie, 1,80 M.
 Allemagne, 1,50 M; Belgique, 1,50 M.
 15 L: Canada, 3,00 M; Espagne, 2,20 F; CFA
 Communauté, 4 M; Grèce, 90 pes.; Grande
 Bretagne, 30 L; Irlande, 30 L; Italie, 90 L.
 Italie, 90 L; Pologne, 270 pl.; Luxembourg, 18 F.
 Norvège, 30 N; Pays-Bas, 100 F; Portugal
 30 esc.; Suède, 100 F; CFA Communauté, 4 M.
 Suisse, 1,20 Fr.; U.S.A., 3 M; Turquie, 20 L.

Tarif des abonnements page 10

B. RUE DES ITALIENS
 5247 PARIS CEDEX 10
 C.C.P. 6247 - 22 Paris
 Télpar Paris no 436762

Tél. : 246.72.23

Désaccord à Caracas

De nouvelles hausses de pétrole vont être annoncées

L'OPEP plus faible par plusieurs pays

Une OPEP incapable de prendre une décision sur les prix est-elle plus ou moins inquiétante pour les pays industrialisés qu'un cartel de pays producteurs d'accord sur l'essentiel ?

Du côté de l'optimisme se range Obélix Yamani. Ses jugements ont été dans le passé confirmés par les faits suffisamment de fois pour qu'on doive s'embêter à ne pas analyser la plus grande attention. Il prévoit aujourd'hui un retournement de la situation sur le marché du pétrole. Sous l'influence conjuguée du ralentissement — ou de l'arrêt — de la croissance économique de la République de Norvège, de l'Europe du Japon, des tensions d'énergie et d'un hiver relativement clémente, la demande pour l'extrait se réduirait.

Cependant, la «logique du marché» n'est pas seule en cause dans les circonstances présentes. Comme en écho au ministre soudanais, M. Belkacem Mabi, le représentant algérien, a pu frémir : «Nous avons fini en mars des prix qui étaient déposés en mai ; en juin, nous avons pris des décisions qui s'avaient plus de sens en octobre. Pourquoi aurions-nous à Caracas arrêté un prix ? » C'est un fait que la crise française a bouleversé les données du problème. Cheikh Yamaoui le sait bien, selon lequel il faut «éliminer les problèmes politiques qui peuvent être à l'origine d'une interruption des flux de pétrole».

Mais justement, la politique est plus que jamais partout présente, et les risques de la voir à tout moment se prolonger par une forme ou une autre de guerre ne sont plus à écarter. Devant de pareils risques, l'Arabie Saoudite a fait d'importantes « concessions » au camp des « durs » de l'OPEP, afin de parvenir malgré tout à un accord.

Oùtali une concession que d'augmenter de 6 dollars — de 18 à 24 dollars — son prix à la veille de la rémoulo de Garacas. C'est était une autre que d'envisager de porter à 20 dollars le prix de la tonne de sucre. C'était une tentative de compromis, qui n'a pas abouti. Le ton sur lequel le principal producteur de l'IOPEE a parlé du l'attitude très constructive de l'Irak — ou de « point de vue » — a été très intéressant. Le ministre de l'Irak, montre à quel point cette conférence a été dominée par des considérations économiques. Il serait intéressant de savoir si les pays producteurs disposent d'un aléa — ou d'un moyen de pression sur leurs

« Pour satisfaire les besoins croissants de leurs programmes de développement, les membres de la Commission ont dû commencer à recueillir des revenus provenant de la vente de quelque 25 millions de tickets de loterie (pour 10 milliards de tonnes par an), alors qu'ils leur produisent exporté est de 100 millions de tonnes par an. Les millions de barils par jour. Voilà 250 millions de barils écolés par jour. C'est une véritable crise-à-vis des pays consommateurs. Les prix, qui, eux, en ont un grand besoin, sont en train de grimper. La Russie pourrait se contenter de faire cette optique de produire 100 millions de barils par jour. Mais elle ne le peut pas. Elle a besoin d'un système adéquat qui des pressions s'exercent de l'intérieur sur les dirigeants soviétiques pour qu'ils prennent conscience de la situation et qu'ils réalisent la nécessité d'une réforme nationale.

C'est un fait confirmé par l'expérience qu'en période d'absence de la Commission, il est difficile pour un cartel d'imposer une discipline commune. C'est pourquoi, à plusieurs reprises, nous nous sommes fait de l'état des relations politiques avec les pays indus-

La crise cambodgienne

M. Khieu Samphan remplace M. Pol Pot à la tête du gouvernement des Khmers rouges

Considéré comme l'un des principaux responsables des massacres au Cambodge, M. Pol Pot a été récemment remplacé par M. Khieu Samphan, ancien chef de l'Etat, à la tête du gouvernement.

M. Pol Pot, qui reste toutefois chef de l'armée et secrétaire général du parti, était considéré comme un obstacle à toute tentative de dialogue avec Hanoi pour trouver une solution négociée au problème cambodgien. Ce changement d'hommes est, semble-t-il, également destiné à favoriser un rapprochement de tous les mouvements de la résistance khmère.

De notre correspondant en Asie du Sud-Est

Bangkok. — Le Congrès du peuple (assemblée) du Kampuchéa démocratique réuni, du 15 au 17 décembre, dans une zone libre à du Cambodge, a nommé

continuant à apporter leur soutien diplomatique à la fiction du Kampuchéa démocratique. M. Pol Pot était également considéré comme l'obstacle prin-

M. Kriem Samphan au poste de premier ministre en remplacement de M. Kriem Samphan le vendredi 21 décembre, le *Bangkok Post* citait des sources officielles. Selon ces sources, le régime de la Constitution socialiste du régime Khmer rouge dans le but de réaliser la réunification nationale (et la formation éventuelle d'un large front) avec les autres mouvements révolutionnaires du Vietnam du Nord, a décidé d'accepter la proposition de la République démocratique du Vietnam de participer à une conférence de dialogue avec Hanoi en vue de résoudre le problème cambodgien. Le Vietnam du Nord, a réjoui, mercredi, la décision prise par le régime Khmer rouge de participer à la conférence au nom de l'entente politico-économique des deux pays voisins. Le *Bangkok Post* du 21 décembre, il est précisé que le régime Khmer rouge, qui a refusé au début l'initiative de Hanoi, a finalement accepté une manœuvre inacceptable à l'initiative de ceux qui sont au pouvoir au Vietnam, la Chine et la Thaïlande en particulier.

Ce ravalement de la façade
senglaire du gouvernement khmer
rouge va, en effet, dans le sens
souhaité par les pays de
l'ASSEAN (1), sources de se
détacher du F. P. (2) pour
Pol Pot, dont Hanoi a fait
un ennemi.

(1) Association des nations de
l'Asie du Sud-Est comprenant :
Indonésie, Malaisie, Philippines,
Singapour, Thaïlande, Brunei.

(2) Front populaire.

DE LA NAISSANCE DE STALINE

La fin de l'Année de l'enfant

Deux cents millions de jeunes souffrent de malnutrition dans le tiers-monde estime un rapport de l'UNICEF

Dans un rapport publié pour la clôture de « l'Année internationale de l'enfant », l'UNICEF évoque les actions entreprises — et surtout celles qui restent à mener — pour améliorer la situation des enfants du tiers-monde. Dans son introduction, M. H. Labossière, qui quittera son poste de directeur général de l'institution le 31 décembre 1979, et sera remplacé par M. Grant, lui aussi américain, livre un ultime message. « Si, comme je le crois, écrit-il, le bien-être des enfants révèle le degré de civilisation que nous avons atteint, alors je crains que nous soyons en train de vivre l'une des périodes les plus sombres

A l'appui de cette thèse, M. Labrousse rappelle quelques chiffres : Sur cent enfants qui naissent chaque minute dans le tiers-monde, quatre mourront dans l'année, et soixante-quinze n'auront jamais accès à des soins médicaux. Un quart de ces enfants souffriront de malnutrition au moment du sevrage ; leurs risques de mourir seront de trente à quarante fois plus élevés que s'ils étaient nés en Europe.

[illegible]

D'une manière générale, conclut le rapport, il faut mettre en vigueur une stratégie globale du renseignement.

LE CENTENAIRE DE LA NAISSANCE DE STALINE

Plusieurs publications soviétiques marquent le centième anniversaire de Staline, qui naquit le 21 décembre 1879. Elles s'efforcent de présenter avec retenue les côtés positifs et négatifs du personnage. « Komsomouk », revue du comité central, écrit que Staline fut un « grand organisateur pendant la guerre ». Elle affirme que l'anniversaire est l'occasion « d'un regain de l'hystérie anticommuniste et antisoviétique ». La revue fait allusion au vingtième Congrès qui dénonça les fautes de l'ancien dictateur. La « Pravda » traite les mêmes thèmes, sans

Le stalinisme n'a pas disparu

Moscou. — Dans le vestiaire collectif des bains turcs d'une ville du sud de l'Union soviétique, deux hommes enlèvent leur chemise, dévoilant de magnifiques tatouages : Staline de gauche à droite. Ce sont les policiers du quartier, nous glisse discrètement un voisin : quand ils étaient dans les camps, les condamnés de droit commun se faisaient tatouer des portraits de Staline sur diverses parties du corps. Les politiques et être mineurs traités par les papiers. »

De notre correspondant DANIELE

manifestations fleissches : de ferres de base poids lourds au de Staline sou et pas seulement ques natale. De coéquipiers vus d'illustrer sa carrière : officiel des éd

La démonstration ne doit pas être mise à coup sûr au compte de l'admiration pour le « génial père des peuples ». D'autres

mentionner le congrès resté célèbre par le rapport Khrouchtchev.

Pour ces publications, la page est tournée. Le culte de la personnalité est condamné. Ses conséquences ont été examinées, mais selon « Kommunist », il n'y eut pas de période stalinienne, ni même de période du culte de la personnalité.

Daniel Vernet montre ci-dessous ce qui restait de Staline dans la société soviétique actuelle. On trouvera, pages dix-huit, à vingt-deux, d'autres articles consacrés à ce centième anniversaire.

de la société soviétique

Le plus significatif est sans doute le fait que le nouveau journal ait été créé par un ancien responsable du parti communiste, un homme qui a travaillé pendant des années à la propagande soviétique en France. Il s'agit de M. Brejnev, mais en cherchant, on trouve rapidement son nom dans la liste des dirigeants du parti communiste de l'Union soviétique. Depuis 1985, il est cité comme un grand chef militaire lors d'un rapport quelconque ayant trait à la défense nationale. Il a été secondé par le mandataire soviétique à l'Assemblée nationale française, M. Maurice Rougier, plusieurs milliers de militaires ont applaudi au Palais de la Culture de Paris lors des congrès du Kremlin quand le maréchal Goussinov prononçait le nom du « commandant Staline ».

On dit enfin que plusieurs habitants de la Volga, et notamment des organisations sociales ont écrit un comité central pour demander que, à l'occasion du centenaire, la ville reprenne le nom de Stalingrad.

Toutes ces manifestations peuvent être anecdotiques, montrant un motif du type : « Je suis à Djangarskoff et j'ai pu oublier le bel homme qui m'a inspiré ».

Par les Géorgiens, s'est qu'il y a des jeux complicités, les groupes de la Russie, s'il y a des Russes, qui lui savent qu'il avait fait de l'Union soviétique un grand pays, et qu'il avait fait, et qu'il reconnaît en son chef. Vous ne pouvez pas le faire, qu'ils en aient aussi fait directement, qu'ils aient aussi fait à travers les autres, et ainsi, on qu'ils aient la littérature, et que du début des années, les camps. Mais beaucoup ont tendance à idéaliser le passé, et à regarder le présent avec une grande cause mobilisatrice, à opposer un spectacle à la vie, à la vie de la jeunesse soviétique actuelle. Ceux-ci en veulent à Staline, à Khrushchev, à Brejnev, à Leonide Poutine et peut-être à ceux qui ont fait le pays.

(Page 16, cette page 22)

وَجِبَتْ عَلَيْهِمُ الْمَحَضَرَةُ

LES POURSUITES CONTRE «LE CANARD ENCHAÎNÉ»

Trompe-public

M. Emile Cabé, premier juge d'instruction au tribunal de Paris a inculpé, jeudi 20 décembre, MM. Roger Fresson, directeur de « Concord eschémat », et Claude Aegeli, rédacteur en chef adjoint de l'hebdomadaire, pour recel de documents administratifs volés. Les faits visés sont la publication, au mois de juin et septembre, de feuillets d'impôts de MM. Valéry Giscard d'Estaing et Marcel Desmoulin.

[illegible]

AU JOUR LE JOUR

On ne prête qu'aux riches

« Vous avez vu ? Il a été
inculpé pour recel.

— Quel post ?

— Mais le Canard, voyons !

— Pour recel de micro ?

— Vous n'y êtes pas du
tout, pour recel de documents
volés.

— Quels documents ?

— Mais les feuilles d'impôts,
vous savez.

— Ah ! oui, le me souviens
maintenant. Il s'en est re-
ment passé depuis.

— C'est sûr, l'empêcher
s'il avait publié les feuil-
les d'impôts d'un postier ou d'un
magon, il aurait eu mo-
d'ennuis.

— Sans doute, mais croyez-
vous que Bollucras aurait
l'idée de faire un cadenas
un postier ou à un magon ?

BERNARD CHADINE

« BUFFET FROID », UN FILM DE BERTRAND BLIER

Les gaietés d'un cauchemar

vous les voutes du R.E.R., sto-
Les Héros, Gérard Depardieu,
du décapité, semble attendre
cet. Un peu plus loin, en pelisse
de fourrure, Michel Serrault lui
de la, le prochain train de Depar-
s'approche de Serrault,
force de lier conversation,
de ses cauchemars, qui lui
lent la vie Impossible, sort de
craquer le couteau à cran d'arrêt.
appréciant guère le genre de

12/16 in same page 32.

banu.
as le
dieu
tard.
cide,
nde,
en
otre

فكنا من الأصل

Le Monde

étranger

EUROPE

PROCHE-ORIENT

Espagne

Le débat parlementaire sur le statut des travailleurs a mis en lumière les divisions de la gauche

Madrid. — Les députés ont approuvé, le 20 décembre, un statut des travailleurs destiné à mettre fin à la législation hétéroclite du franquisme et qui accorde aux travailleurs espagnols des garanties comparables à celles de leurs collègues européens. Le débat parlementaire, qui a duré plusieurs semaines, a mis en lumière la stratégie des socialistes pour préparer leur vote sur leur participation au pouvoir avec les communistes pour peser, malgré leur faiblesse électorale, sur la vie du pays.

Avant même que la discussion ne s'engage au Parlement, le syndicat socialiste, l'Union générale des travailleurs (U.G.T.) et le principal syndicat patronal, la C.E.O.E. (Confédération espagnole d'organisations d'entreprises) avaient signé un accord qui répondait à la principale revendication de l'U.G.T., car il reconnaissait le rôle des syndicats dans l'entreprise et éliminait l'interdiction de l'Etat dans les négociations collectives. La loi, présentée au Parlement, se concentrait sur le statut des travailleurs et était le fruit d'un consensus entre l'U.G.T. et la C.E.O.E. Une telle politique laissait complètement en marge le parti communiste et ses syndicats. Or, celui-ci s'est, de loin, le principal meneur du débat. Dans ces conditions, le gouvernement socialiste n'a pas comme une erreur ?

Les socialistes disent qu'oui, bien que les communistes aient été les premiers bénéficiaires de l'opération. Quant aux communistes, ils ont multiplié les manifestations de rue et ils ont bouclé rouges sur le projet de statut, pour démontrer qu'ils ne se laisseraient pas évincer dans leur rôle.

Le débat a révélé que la gauche, déjà divisée au Parlement, l'était désormais dans le domaine syndical. Un pacte avec le patronat et le gouvernement, l'U.G.T. le décline, mais qu'il se soit allié au parti socialiste pour son accord avec la C.E.O.E. Les socialistes ont estimé qu'ils devaient signer un accord avec la C.E.O.E. après les élections législatives du 15 mai, et c'est ainsi qu'ils ont lancé un appel solennel à la conciliation.

(De notre correspondant) Bruxelles. — Un extrême est intervenu dans la crise politique, et le premier ministre a obtenu un sursis jusqu'au 9 janvier 1980, date de la réunion de la commission sénatoriale des réformes institutionnelles. Le sursis a été accordé à la suite d'un accord entre le roi et le premier ministre, à l'occasion de la Noël, et qui, en attendant, le 20 décembre, a été communiqué en général, et au monde politique en particulier : à l'Assemblée nationale, à la Commission des affaires étrangères et à la Commission des affaires sociales. Le roi a évoqué à ce sujet la « nécessité d'un accord » et les « conséquences de la situation » et a demandé aux députés de « renforcer l'aplanissement de la situation ».

De son côté, le premier ministre avait condamné les récentes attaques contre l'Assemblée nationale, et la proclamation d'un « sursis » et souligné « la loyauté et la sagesse de nos députés ».

De notre correspondant

Une situation « à l'italienne » ?

Il est dénoté ce qu'il appelle la « collusion » entre la gauche et la droite, et le patronat. Les socialistes ont négocié entre partis et syndicats, mais ils ont conclu un accord social semblable à celui qui avait été signé à l'automne 1977. Ils ont, en fait, vu de l'œil et de la main ce qu'ils ont fait reconnaître aux syndicats.

Le PSOE lui a rendu la politesse en les accusant de faire de la « surcharge » et de la « démagogie », et de ne montrer du respect que pour la gauche. Le PSOE lui a rendu la politesse en les accusant de faire de la « surcharge » et de la « démagogie », et de ne montrer du respect que pour la gauche.

Les possibilités de licenciement. Communistes et socialistes ont eu de la peine à négocier le statut des travailleurs. Certes, il a été signé, mais les syndicats ont refusé de le signer. Les socialistes ont refusé de le signer, et les communistes ont refusé de le signer.

Belgique. LE ROI A LANCÉ UN APPEL SOLENNEL À LA CONCILIATION. (De notre correspondant) Bruxelles. — Un extrême est intervenu dans la crise politique, et le premier ministre a obtenu un sursis jusqu'au 9 janvier 1980, date de la réunion de la commission sénatoriale des réformes institutionnelles.

Union soviétique. Le poète Vassili Axiomov démissionne de l'Union des écrivains. (De notre correspondant) Moscou. — Le poète Vassili Axiomov a démissionné de l'Union des écrivains soviétiques. Il a écrit une lettre au président de l'Union, et il a demandé qu'elle soit lue.

Le poète Vassili Axiomov démissionne de l'Union des écrivains. Il a écrit une lettre au président de l'Union, et il a demandé qu'elle soit lue.

Le Conseil de la révolution aurait pris une « décision » concernant les otages

Les sacs de ciment et de sacs de sucre envoyés des États-Unis ont été livrés aux otages de l'ambassade américaine à Téhéran, mais malgré ces otages, il semble que ceux-ci vivront, le jour de Noël, une existence de captivité.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran. Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

DES MAIRES DE CIOJORDANE S'OPPOSENT À LA CRÉATION D'UN « BUREAU DE LIAISON » ÉGYPTIEN DANS LES TERRITOIRES OCCUPÉS.

Jérusalem. — Plusieurs maires de Ciojordanie, qui se sont réunis au sein de la commission de la paix, ont déclaré leur opposition à la création d'un « bureau de liaison » égyptien dans les territoires occupés. Ils ont déclaré leur opposition à la création d'un « bureau de liaison » égyptien dans les territoires occupés.

Deux députés basques inculpés pour « apologie du terrorisme ». Madrid (A.F.P.). — Deux députés basques, inculpés pour « apologie du terrorisme », ont été jugés par un tribunal. Ils ont été jugés par un tribunal.

Union soviétique. Le poète Vassili Axiomov démissionne de l'Union des écrivains. (De notre correspondant) Moscou. — Le poète Vassili Axiomov a démissionné de l'Union des écrivains soviétiques.

Égypte. L'Égypte pourra compter sur 2,5 milliards de dollars d'aide en 1980. L'Égypte pourra compter sur 2,5 milliards de dollars d'aide en 1980.

Le poète Vassili Axiomov démissionne de l'Union des écrivains. Il a écrit une lettre au président de l'Union, et il a demandé qu'elle soit lue.

Iran

Selon le bureau de Paris, cette décision sera ultérieurement rendue publique. Elle a été prise, selon la même source, au cours d'une session du Conseil de la révolution présidée par l'ayatollah Khomeini.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

Le Conseil de la révolution a pris une « décision » concernant les otages américains détenus à l'ambassade des États-Unis à Téhéran.

TÉHÉRAN ÉPROUVERAIT DES DIFFICULTÉS À RENOUVELER SES CONTRATS PÉTROLIERS AVEC LES GRANDES COMPAGNIES

Londres (A.F.P.). — L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières. L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

L'Iran fait face à de graves difficultés pour renouveler ses contrats pétroliers avec les grandes compagnies pétrolières.

Au tribunal de Paris

LA BANQUE CENTRALE DE L'ÉTAT IRANEN DEMANDE UNE NOUVELLE FOIS LA RESTITUTION DE SON DÉPÔT DE 50 MILLIONS DE DOLLARS À LA CITIBANK PARIS

Après le refus de faire droit, le 11 décembre, à la requête de la Banque centrale de l'Iran, tendant à obtenir la restitution de son dépôt de 50 millions de dollars, la Banque centrale de l'Iran a demandé une nouvelle fois la restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

Le tribunal avait constaté en effet le 11 décembre qu'il n'y avait pas eu de restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

« Une mesure sauvage ». M. François Chéron, avocat de la Banque centrale de l'Iran, a déclaré que la Banque centrale de l'Iran avait demandé la restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

Le tribunal avait constaté en effet le 11 décembre qu'il n'y avait pas eu de restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

Au tribunal de Paris

LA BANQUE CENTRALE DE L'ÉTAT IRANEN DEMANDE UNE NOUVELLE FOIS LA RESTITUTION DE SON DÉPÔT DE 50 MILLIONS DE DOLLARS À LA CITIBANK PARIS

Après le refus de faire droit, le 11 décembre, à la requête de la Banque centrale de l'Iran, tendant à obtenir la restitution de son dépôt de 50 millions de dollars, la Banque centrale de l'Iran a demandé une nouvelle fois la restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

Le tribunal avait constaté en effet le 11 décembre qu'il n'y avait pas eu de restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

« Une mesure sauvage ». M. François Chéron, avocat de la Banque centrale de l'Iran, a déclaré que la Banque centrale de l'Iran avait demandé la restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

Le tribunal avait constaté en effet le 11 décembre qu'il n'y avait pas eu de restitution de son dépôt de 50 millions de dollars à la Citibank Paris.

GEORGES CLÉMENTEAU

Lettres à une amie

La tendresse du Tigre

Gallimard

AMÉRIQUES

El Salvador

La nouvelle junte de gouvernement n'a pas mis fin à la répression affirme une dirigeante de la commission des droits de l'homme

San-Salvador (A.P.P.). — De nouveaux et graves incidents ont eu lieu, le mercredi 19 décembre, au Salvador, à l'issue d'une manifestation organisée dans la capitale par le bloc populaire révolutionnaire. Des versions contradictoires ont été données quant à l'origine et la gravité des affrontements. Cependant, des représentants des ligues populaires du 28 février — un autre mouvement révolutionnaire — ont occupé l'archevêché de San-Salvador, appe-

raiment pour contraindre Mgr Romero à intervenir en faveur de plusieurs militants arrêtés lors d'une précédente manifestation. A Paris, une représentante de la commission salvadorienne des droits de l'homme a témoigné, le jeudi 20 décembre, de la persistance de la répression dans son pays, malgré les intentions démocratiques affichées par la junte qui a pris le pouvoir le 15 octobre dernier.

« En Europe, on a accepté l'idée que la junte qui a pris le pouvoir le 15 octobre représentait un aboutissement démocratique et que les choses ont, depuis lors, changé au Salvador. Or, les faits démentent ce point de vue. » L'argumentation présentée le jeudi 20 décembre, au siège de la Fédération internationale des droits de l'homme, à Paris, par Mme Maranatha Garcia Villa, vice-présidente de la commission des droits de l'homme du Salvador, est, de fait, impressionnante. Plus de deux cents morts, lors

de manifestations réprimées, dans les deux semaines qui ont suivi le renversement du général Romero ; poursuite des enlèvements de militants politiques et syndicaux ;

apartition, chaque jour, de trois à cinq cadavres, présentant, fréquemment, des traces de torture ; récents massacres de paysans à l'occasion de manifestations, en plusieurs points du pays ; l'absence de gouvernement, soumise, il est vrai, à une forte pression de la part des organisations révolutionnaires, n'a pas établi la situation des droits de l'homme, fortement compro-

me sous les précédents régimes militaires.

Mme Garcia porte une autre accusation grave contre la junte : les décrets, importants, qu'elle a pris pour modifier, aux plans politique, économique et social, une situation caractérisée par la plus extrême inégalité n'ont été suivis d'aucun effet.

La mesure d'amnistie générale n'a pas provoqué la libération de tous les prisonniers politiques ; elle n'a pas davantage entraîné la réapparition des quelque 500 personnes « disparues » — c'est-à-dire enlevées par des groupes paramilitaires, dissoute par la junte, l'organisation d'extrême droite Orden est entrée dans la clandestinité. Or, elle annonce son intention de « combattre la subversion ». Le déni sur le salaire minimum, qui prévoit le paiement d'environ 215 francs par jour aux ouvriers agricoles sur les plantations de café, et de 16 francs dans les fermes maritimes et côtières, n'est pas appliqué par les propriétaires ; c'est en voulant exiger, payés des occupations, l'observation de ce texte que des paysans se sont trouvés, le 18 décembre, face aux forces de l'ordre, qui en ont tué quatre-vingt. Un décret prévoyant l'abolition d'une réforme agraire a suscité une telle réaction des forces conservatrices qu'il s'en trouve paralysé.

« Nous nous sommes d'abord demandé : la junte a-t-elle les moyens d'imposer à l'armée les réformes qu'elle entend mener à bien. A présent nous pensons que cette junte, installée avec l'appui des États-Unis, des secteurs capitalistes autoritaires et modernistes » et de quelques partis politiques « traditionnels », poursuit l'action du gouvernement précédent. C'est pourquoi nous croyons qu'elle sera renversée soit par l'action des secteurs populaires, soit du fait de l'extrême droite », a déclaré Mme Garcia Villa.

Pourquoi la démocratie chrétienne, le mouvement national révolutionnaire (M.N.R., social-démocrate) et le parti communiste demeurent-ils, dès lors, dans un tel gouvernement ? « Ces partis

traditionnels, explique la vice-présidente de la Commission salvadorienne des droits de l'homme, ont perdu tout impact sur les masses lorsqu'ils ont été mis à l'écart de la vie politique active, en particulier du fait de la fraude massive aux élections de 1977. Leurs anciennes troupes ont rejoint des organisations réactionnaires, ou bien sont demeurées dans le vide. Le coup d'État du 15 octobre leur a permis de reprendre sans risque, et sans crainte d'oppression, une parcelle de pouvoir. Mais ils n'ont aucun appui populaire. »

Pourquoi Mgr Romero, archevêque de San-Salvador, inlassable défenseur des droits de l'homme sous le précédent régime, a-t-il, jusqu'ici, refusé la junte ? « Il est ami de certains membres du gouvernement. Mais il n'appuie pas la junte de façon inconditionnelle. Il la presse de réaliser les promesses qu'elle a faites. Il ne refusera certainement pas d'indulger aux derniers massacres de paysans », conclut Mme Garcia Villa. — J.-P. C.

ROME vols quotidiens SAUDIA

Départs Paris-Charles-de-Gaulle

Week-ends à Rome
à partir de 1390 F par personne.

Groupes de 15 personnes minimum. Tarif IT 9 SV2 WE 03 comprenant tant aérien aller-retour en classe économique, trois nuits à l'hôtel OLYMPIC Catégorie Touriste ou équivalent, en chambre double avec petit déjeuner et un repas à votre choix. Départ les 28 DEC, 18 JAN, 08 FEV, 22 FEV, 14 MAR, 20 JUIN 80.

saudia
SAUDI ARABIAN AIRLINES



Consultez votre Agence de Voyages ou Saudia : 720.68.20

Réty
solde
50% sur toute sa collection
HOMMES et FEMMES
54 Fg St-Honoré, de 10 h à 19 h
FEMMES
Galerie du Claridge
74 Champs Elysées, de 10 h à 21 h

Cartier
les joailleries
13 rue de la Paix
12 avenue Montaigne
Hôtel Hilton
seront ouvertes
le dimanche 23 décembre
de 10 h à 19 heures.

RESTAURANTS
CAFÉ
PAIX
Nuit de Noël
à un repas régalé
à des prix exceptionnels
Ouvert jusqu'à 11 h 15
Réservation indispensable
Cliquez
Sur réservation
au 20-20-50 pour 85-52
Tous les Soirs de Noël
RESTAURANTS
CAFÉ
PAIX

AVANT ENBELLISSMENT
ZENNER vous invite à la liquidation
Sièges - Meubles - ANGLAIS FRANÇAIS
REMISE JUSQU'À 50 %

50, rue de Montreuil, PARIS (117) - Tél. 372-27-57 - PARKING
10, rue Faidherbe, PARIS (117) - Tél. 371-86-14 - M^e Nation



**C'est par l'oreille
que l'on atteint
le cœur
des Français.**

9.300.000 auditeurs quotidiens.
1.300.000 auditeurs à chaque instant (en moyenne).

* (Estimation cumul 3 semaines 1979 CESP)

RTL est la première station de langue française en Europe. Chaque jour plus de 9 millions d'auditeurs l'écoutent. Partout où l'on peut l'entendre, RTL l'emporte de loin dans le choix quotidien que font 25 millions d'auditeurs français.



LA RADIO PREFEREE DES FRANÇAIS.

AMÉRIQUES

Canada

Le référendum sur la «Souveraineté-association»
Le gouvernement québécois a rendu public
le texte de la question qui sera posée aux électeurs

Correspondance

Montréal. — La question à laquelle les Québécois devront répondre lors du référendum au printemps prochain, est maintenant connue : « Accordez-vous au gouvernement du Québec le mandat de négocier l'entente proposée entre le Québec et le Canada ? » Le premier ministre, M. René Lévesque, a déclaré, jeudi 20 décembre, devant les membres de l'Assemblée nationale du Québec, le libellé de la question. Au février prochain, ce texte fera l'objet d'un débat de quatre-vingt heures, au cours duquel des modifications, selon le premier ministre, pourront être apportées. À condition qu'elles ne trahissent pas l'objectif fondamental du parti québécois.

Afin de situer sans équivoque la signification du mandat demandé par les dirigeants de la province, un présentateur accompagnait le texte de la question. Cette introduction indique qu'il s'agit d'une entente d'égal à égal entre le Québec et le Canada. Elle précise que le « oui » à la question signifie le pouvoir exercé pour le gouvernement québécois de voter les lois appliquant son territoire, de lever les impôts et de définir sa politique étrangère. Il est également mentionné que la « non » à la question signifie l'indépendance, ce qui implique l'union monétaire avec le Canada ainsi que des négociations économiques.

La stratégie « par étapes »

M. Lévesque dit que, après trois ans d'attente, le Québec attend enfin pouvoir prononcer sur son destin collectif. Pour le leader indépendantiste, le référendum sera un « grand pas en avant comme tout ce qui dans la vie de la responsabilité et de la liberté ». Pour illustrer sa pensée, le premier ministre a rapporté quelques événements politiques, les situant tous dans une optique peu favorable au système constitutionnel canadien actuel. « La fédéralisation de la loi sur le mariage, la loi sur le divorce, la loi sur le mariage, la loi sur le divorce, la loi sur le mariage, la loi sur le divorce... »

Le Monde des PHILATÉLISTES

Le Monde

Au sommaire du numéro du 23 décembre :

- L'adoption des enfants du tiers-monde.
- Charles Tillon : ma mutinerie de 1919.
- Les maisons de la culture vingt ans après.

- Paul-la-mémoire, gorgollier.
- Jean-Louis Servan-Schreiber, la presse à l'américaine.
- Cinq millions de pauvres en Grande-Bretagne.
- Les ridicules de la propagande.
- Antiope et Compagnie.
- Les jeux électroniques renforcent la solitude.
- Une interview de Giulio Carlo Argan : la décadence de Rome.

LES PROGRAMMES COMMENTÉS
DE LA TÉLÉVISION ET DE LA RADIO

Une nuit agitée, nouvelle de Pierre Gripari.
L'arbre de vie, de Tudor Banus.

EN VENTE AVEC LE NUMÉRO DATE DIMANCHE-LUNDI : 3 F

ASIE

Afghanistan

LA RÉVOLUTION DE PALAIS DE SEPTEMBRE À KABOUL

Un rapport officiel
révèle comment le président Amin
a éliminé Nur Mohammed Taraki

Kaboul (A.F.P.). — Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président. Un rapport officiel révèle comment le président Amin a éliminé Nur Mohammed Taraki. Le 14 septembre, le président afghan, Hafizullah Amin, a été tué. Le soir même, le général Nur Mohammed Taraki a été proclamé président.

La crise cambodgienne

(Suite de la première page.)

Il n'est pas certain non plus que les diverses composantes communistes acceptent, comme en 1970, de participer à un front uni contre le parti communiste du Kampuchéa. L'année dernière, les milices rouges (de vingt à trente mille combattants) forment l'Armée tout en demeurant officiellement dans l'ombre, derrière une façade sinusoïdale par exemple. Personne n'a oublié dans ces milieux, que la collaboration au sein du FUNK et du GRUNT avait pris fin, après 1975, par des purges radicales qui ont conduit à la mort.

Or, si M. Pol Pot, premier ministre depuis avril 1978, est remplacé sans la pression étrangère, par M. Khieu Samphan, chef de l'État depuis la même époque, il n'en conserve pas moins les fonctions primordiales dans la phase actuelle, de chef suprême des milices, et de secrétaire général du parti.

M. Ieng Sary, la seconde figure du « tandem génocidaire », démissionne sans répit par Hanou, le ministre des Affaires étrangères, premier ministre chargé des Affaires étrangères, et M. Son Sen.

Inde
LA HAUTE COUR DE NEW DELHI
ANNULE CERTAINES POURSUITES
ENGAGÉES CONTRE MME GANDHI

New-Delhi (Reuter, A.F.P.). — La Haute Cour de New-Delhi a annulé jeudi 20 décembre certaines des poursuites engagées contre l'ancien premier ministre, M. Indira Gandhi, suite de la décision de la Haute Cour de New-Delhi.

Chine
Le nouvel évêque de Pékin
a été consacré sans le consentement du Vatican

De notre correspondant

Le principal officiant, Mgr Yang Gaofan, évêque de Changde dans la province de Hunan, est un homme moins âgé et controversé, puisqu'il est sacré en 1968. Le cardinal de Pékin, Mgr Tchang, a été sacré en 1968. Le cardinal de Pékin, Mgr Tchang, a été sacré en 1968.

Le choix des évêques présents
On sait peu de chose du nouvel évêque de Pékin, sinon qu'il est âgé de quarante-huit ans, qu'il est originaire d'une famille catholique pénoise et qu'il a été sacré en 1968.

Le choix des évêques présents
On sait peu de chose du nouvel évêque de Pékin, sinon qu'il est âgé de quarante-huit ans, qu'il est originaire d'une famille catholique pénoise et qu'il a été sacré en 1968.

Le choix des évêques présents
On sait peu de chose du nouvel évêque de Pékin, sinon qu'il est âgé de quarante-huit ans, qu'il est originaire d'une famille catholique pénoise et qu'il a été sacré en 1968.

Le choix des évêques présents
On sait peu de chose du nouvel évêque de Pékin, sinon qu'il est âgé de quarante-huit ans, qu'il est originaire d'une famille catholique pénoise et qu'il a été sacré en 1968.

Le choix des évêques présents
On sait peu de chose du nouvel évêque de Pékin, sinon qu'il est âgé de quarante-huit ans, qu'il est originaire d'une famille catholique pénoise et qu'il a été sacré en 1968.

JAP

IMMOBILISME

A la fin des années 80, le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

par PHILIPPE PONS

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

Le Japon est confronté à une crise immobilière. Les prix des terrains ont chuté, les ventes de maisons ont diminué. Le gouvernement japonais a tenté de stimuler le marché, mais sans succès.

JAPON

L'adaptation à la crise

Le Japon doit se servir de son savoir technologique pour gagner la confiance des pays riches en matière de produits et conduire avec succès une diplomatie de ressources naturelles.

Le Japon doit se servir de son savoir technologique pour gagner la confiance des pays riches en matière de produits et conduire avec succès une diplomatie de ressources naturelles.

Successeur de M. Sonoda, M. Ohta, ancien président de la Société gouvernementale de développement extérieur, doit notamment veiller aux approvisionnements en pétrole. La situation économique du monde dépend à 80 % du Proche-Orient pour sa principale source d'énergie. Après avoir été longtemps un partenaire entièrement solidaire de Washington, Tokyo cherche à préserver ses propres intérêts et à se mettre à l'abri de la vague d'hostilité à l'égard des États-Unis dans certains pays. C'est en fonction de ses besoins pétroliers que M. Ohta consulte comme « représentant des pétroliers » de Tokyo, le ministre des Affaires étrangères vient-il de confirmer que Tokyo maintient sa décision d'investir des sommes considérables dans un projet pétrochimique appo-jonien, sans prendre en considération l'actualité crise en Iran. Critiqué par les Américains pour leur politique « ambiguë » dans l'affaire des otages et pour leur « rôle incertain » à l'achèvement du pétrole sur le marché libre, les Japonais font plus que jamais preuve

d'« agilité » dans le domaine de leur économie. C'est également en raison de la crise à long terme, en ce qui concerne ses approvisionnements en énergie et en matières premières, que Tokyo a renoué le régime de M. Hase Genshu en s'engageant à ouvrir des crédits très importants à la Chine à l'occasion du voyage de M. Ohta à Pékin, au début de mai. Le diplomate japonais n'est pas venu à s'adapter à la crise en délaissant de nouvelles priorités, par exemple au risque de mécontenter les « alliés » occidentaux de Tokyo. L'industrie japonaise fait aussi un effort de reconversion, et donne à cet égard l'exemple de l'investissement sur mesure dans l'industrie. Cette mutation économique va de pair avec un début de transformation des mentalités. Le loto contre la pollution, un aménagement du territoire en fonction des besoins réels de l'homme, la rentabilité de l'industrie et la relation dans le travail, tels sont quelques-uns des problèmes débattus dans un pays dont l'apparent immobilisme politique ne doit pas masquer la vitalité et la capacité d'innover.

JEAN DE LA GUERVIERE.

IMMOBILISME POLITIQUE ET MUTATIONS SOCIALES

À l'issue des années 80, le Japon est confronté à des « défis » radicalement différents de ceux qu'il a relevés, au cours de son long développement, au cours duquel il a lutté pour l'égalité avec l'Occident. Le changement, dira-t-on, est une vertu nationale dans ce pays qui, en moins de cent ans, est passé de la féodalité à l'industrialisation et qui a opéré aujourd'hui,

changements sociaux, idéologiques, culturels que la croissance a engendrés. Pendant des années, les Japonais ont lutté, d'abord sous la férule des dirigeants de Meiji qui mettaient au service de l'industrialisation des structures de dépendance héritées d'une autre époque, ensuite dans un effort de reconstruction nationale. La cohésion sociale a été maintenue malgré les sacrifices endurés par beaucoup parce que la plupart considéraient que l'amélioration quantitative dans leur vie quotidienne et avait été acquise à des biens — télévisions en couleur, climatiseurs et voitures — qui rendent la vie matériellement plus confortable.

Paradoxalement, aujourd'hui, au moment où la croissance nipponne s'oriente vers un certain équilibre, le triomphe économique, les extrapolations à partir des statistiques et même la « révolution technologique » ne sont plus un vantage pour les Japonais. Longtemps, ils ont vécu un tel succès et l'ont vu se poursuivre, ils l'ont dépassé avec la croissance que l'on sait. Le Japon est confronté à ses propres mutations, aux

compartiments la vie et le travail, crise les sollicitent. Les premières victimes : la petite fille dans cette société imprévisible de confusions ? Tout valeur qui, dans bien des cas, ne trouve plus guère à s'exprimer avec l'extrême des logiques. Elle est remplacée par l'holisme de la jeune génération qui cherche le « bonheur » — et ne trouve pas plus en elle-même, elle ignore la parodie de ses parents comme une dévotion au travail. Des constatations qui, admettant, ne sont pas seulement le fait de « gauchistes » mais figurent en bonne place dans le dernier livre de Hermann Khan et Thomas Pepper : *The Japanese Challenge*.

La machine productive nipponne se transforme à grande vitesse, s'oriente vers les industries de haute technologie, électronique, informatique, robotique... la société se parcourt en profondeur par des courants nouveaux et pourtant il est un domaine qui ne semble vraiment pas évoluer : c'est celui de la politique. Les aspirations de ce secteur, les revendications des autres « passent » mal au niveau de la vie politiquement.

par PHILIPPE PONS

plus rapidement que ses partenaires du monde développé, une « révolution technologique » pour se placer en tête de la plupart en abordant la nouvelle décennie. Assurément, mais ce qui est différent par rapport au passé, c'est que le Japon est moins confronté à un défi venu de l'extérieur (que symbolisent en leur temps les bateaux noirs du commodore Perry brisant leurs canons sur les côtes de l'archipel) qu'il n'est face à lui-même. Le Japon n'a plus de modèle. Il l'a dépassé avec la croissance que l'on sait. Le Japon est confronté à ses propres mutations, aux

Paradoxalement, aujourd'hui, au moment où la croissance nipponne s'oriente vers un certain équilibre, le triomphe économique, les extrapolations à partir des statistiques et même la « révolution technologique » ne sont plus un vantage pour les Japonais. Longtemps, ils ont vécu un tel succès et l'ont vu se poursuivre, ils l'ont dépassé avec la croissance que l'on sait. Le Japon est confronté à ses propres mutations, aux

Paradoxalement, aujourd'hui, au moment où la croissance nipponne s'oriente vers un certain équilibre, le triomphe économique, les extrapolations à partir des statistiques et même la « révolution technologique » ne sont plus un vantage pour les Japonais. Longtemps, ils ont vécu un tel succès et l'ont vu se poursuivre, ils l'ont dépassé avec la croissance que l'on sait. Le Japon est confronté à ses propres mutations, aux

Or ce qui frappe dans l'économie japonaise c'est la diversité. À côté d'un secteur extrêmement dynamique tourné vers l'exportation, où les capacités de production sont utilisées à 80 %, il existe un Japon peu productif qui réunit un secteur agricole particulièrement protégé, un secteur des services qui reste très étroit et un secteur de la distribution qui demeure archaïque. On chercherait en vain ici un quelconque modèle de gestion japonaise.

C'est avant tout dans les grandes firmes qu'apparaît la spécificité de l'organisation du travail japonais. Certes, le principe de l'emploi à vie est normalement applicable à tous les salariés permanents, mais il n'y a pas la même valeur pour les ouvriers d'une petite entreprise menacée par la décession et pour les employés d'un groupe comme Matsushita. Il en va ainsi pour les autres principes, la rémunération à l'ancienneté, la carrière en fonction de l'âge, l'adhésion éventuelle à un syndicat maison, la prise de décision collective. Plus la taille de la firme diminue et plus les traits distinctifs de l'organisation japonaise s'estompent.

LE GROUPE BANCAIRE FRANÇAIS AUX QUATRE COINS DU MONDE

BNP

パリ国立銀行

au JAPON

Tokyo

- BNP
- Yusen Building
- 3-2 Marunouchi
- 2 Chome Chiyoda-ku

Osaka

- BNP
- Ohbayashi Building
- 37, Kyobashi
- 3-Chome Higashi-Ku

BANQUE NATIONALE DE PARIS

Siège Social : 16, boulevard des Capucins, 75009 PARIS
Tél. 244.45.46 - Télex 280 605

Après dernières élections, en octobre, les conservateurs ont été défaits, contre toute attente : c'est de justice, et apparemment sans enthousiasme, que les Japonais ont recueilli à la Chambre basse une majorité libérale démocrate. Celle-ci n'a jamais vraiment été remise en cause depuis trois décennies, bien qu'elle se soit régulièrement affaiblie au cours des dix dernières années. Légèrement entamé lors des consultations électorales de 1976, le monopole du pouvoir dont disposent les conservateurs s'est certes maintenu, mais il ne paraît pas aussi assuré que par le passé. Le premier ministre Ohta n'a pas trouvé le remède miracle pour redonner à son parti la forme d'« aigle » : depuis 1977, le parti libéral démocrate a perdu la majorité des sièges à la Chambre basse, la Diète. Il pourrait, il peut affirmer que les Japonais ont accueilli les conservateurs un nouveau mandat confirmant le verdict des élections municipales d'avril 1978, à la suite desquelles la gauche a perdu l'administration des grandes métropoles nipponnes.

Les élections japonaises font-elles preuve d'un conservatisme fondé d'entrée sur des bases solides ? Sans doute pas. Lors de l'ouverture de la campagne électorale, M. Ohta déclarait que le Japon était à « un tournant de sa vie politique », mais on cherche vainement devant quel choix les programmes politiques des différents partis mettaient les électeurs. Leur affligante banalité ne les a guère aidés à trouver une réponse. En fait, les conservateurs sont loin d'être les seuls responsables de l'immobilisme politique du Japon.

Il existe même dans la fonction publique, où l'emploi à vie est garanti et où l'ancienneté détermine le montant des rémunérations. On retrouve dans la fonction publique française d'autres prétendues caractéristiques japonaises : la main des circuits verticaux, la prolifération des cadres intermédiaires, le poids de la hiérarchie, autant de facteurs qui paralysent toute innovation et renforcent une bureaucratie que les dirigeants d'entreprises à Tokyo comme à Osaka sont nombreux à dénoncer. En dépit de ses défauts, certains estiment que l'organisation de la firme ne doit pas être modifiée. Un changement dans le fonctionnement de l'entreprise apporterait une transformation de la société japonaise et une occidentalisation encore plus marquée. Or celle-ci n'est pas souhaitable. Bien plus, après avoir subi pendant plus de trois décennies une influence étrangère, le Japon doit maintenant renforcer son originalité dans tous les domaines et notamment dans celui des relations de travail.

TOYOTA TER

EXPORTATEUR JAPONAIS.

Toyota pour la majorité d'entre vous est d'abord une marque de véhicules qui sillonnent les routes du monde entier.

Mais Toyota c'est aussi un palmarès éloquent. En effet, Toyota est le 3^e constructeur automobile mondial et le 1^{er} importateur en France.

Toyota avec un chiffre d'affaires de 127.688 millions de dollars se place au 20^e rang des entreprises dans le Monde. En 1978 la production de 2.929.157 véhicules a permis à Toyota de progresser de 7,65% par rapport à l'année précédente.

Sachez seulement que

TOYOTA

Une marque sérieuse. Des voitures fantastiques.

fondée sur les nouveaux besoins du pays

Le tiers-monde. M. Jean-Jacques Servan-Schreiber a pu lancer avec succès, lors d'un symposium international organisé à Tokyo par le Journal Asahi, l'idée d'une trinité privilégiée entre la capacité politique de l'Europe, la puissance économique et financière du monde arabe et la technologie japonaise.

En attendant que des choix soient faits, la pléiade d'apparences cache un intense remue-ménage d'intentions. Le Japon ne peut plus se satisfaire tout à fait de son image rassurante de main politique et d'allié fidèle. L'essentiel reste en deçà l'assurance d'une nation qui refuse d'établir des liens durables et ne se reconnaît nulle part une alliance qui lui soit vraiment naturelle. La fuite en avant industrielle, la diversification des activités (ce que le premier ministre Fukuda a appelé la politique omnidirectionnelle) est bien la version contemporaine et économiquement sophistiquée de la volonté d'isolement des Shoguns.

En matière économique, l'image subit le même renversement. Le Japon avait l'habitude de se présenter comme une nation industrielle courageuse mais structurellement faible et dépendante. Le résultat japonais représentait un miracle quotidien dû au courage exceptionnel d'un peuple et à un heureux concours de circonstances. Zbigniew Brzezinski, qui est devenu depuis le principal conseiller du président Carter en matière internationale, décrivait le « fragile blossom » (le fragile fleuron) de l'économie nip-

ponaise. Une société s'est transformée, capable d'influencer les autres par sa force économique, selon déjà par son modèle culturel. En perspective, nous sommes confrontés à un schéma de développement qui n'est pas le nôtre, à une conception du progrès qui n'est pas la nôtre. Edifié sur l'incertitude d'un monde extérieur qui n'était pas le sien et que, malgré lui, il écartait à l'étranger, le Japon est, mieux qu'un autre peuple, apte à la modernité, aux nécessités indicibles de la société post-industrielle.

Un pays neuf

Alors que nous sommes encombrés de partis pris et de rigidités, tentés à la défiance et embarrasés d'un sens ancien de notre supériorité, le Japon, après qu'on l'est si longtemps tenu fermé dans son blésois social, se sent un peu neuf parce qu'il est disponible et qu'il a maintenant les moyens. Depuis l'origine, l'Occident a manqué pour la même idée du progrès une langue guère de tranchées. Le Japon, qui se berge, est peut-être un chasseur à l'affût.

On assiste pour la première fois à la naissance d'une véritable diplomatie culturelle japonaise. Les Japonais ne veulent plus être considérés comme un peuple conquérant dont la civilisation serait trop mince ou trop enfouie, en tout cas sans réponses aux questions du monde moderne. Les partis politiques, l'opinion publique, la presse, attachent beaucoup d'importance à cette nouvelle volonté de rayonnement.

Pour sa part, la France doit tenir compte d'une telle évolution. Elle représente une sorte de symbole culturel, de Grèce originelle — ce qui dénature d'ailleurs son image de puissance économique. Aujourd'hui, la désaffection à l'égard du modèle le révèle à l'égard de la culture, en attendant peut-être, dans un échange trop commercial, que le mode à son tour ne se japonise. Peu à peu, les produits culturels français, les films, les vêtements, les grands noms de la littérature perdent de leur prestige. Dans l'approche de ce moment, à défaut de se tourner vers notre passé, le Japon s'oriente vers son avenir.

BET

BANQUE EUROPÉENNE DE TOKYO

Fondée en 1968

4-8, rue Sainte-Anne, 75001 PARIS

Financement à moyen et long terme en Euro-Devises.

Participation aux Syndicats de Garantie et de Placement d'Euro-Obligations.

	1978	1977	1976
	(en millions US \$)		
Capital et Réserves	31.0	25.8	23.1
Crédits Accordés	560.0	530.0	470.0
Total du Bilan	669.0	698.0	593.0
Bénéfice Net	3.6	2.8	2.2

Banques participantes :

The Bank of Tokyo, Ltd.
The Industrial Bank of Japan, Ltd.
Bank of Tokyo Holding S.A.
The Long-Term Credit Bank of Japan, Ltd.
The Nippon Credit Bank, Ltd. The Kyowa Bank, Ltd.
The Taiyō-Kobe Bank, Ltd. The Saitama Bank, Ltd.
The Hokkaido Tokai Bank, Ltd.

Le choc pétrolier

En 1973, la première crise du pétrole a levé un grand vent de panique. Le Japon subissait de plein fouet sa dépendance. Pourtant le système économique a tenu la preuve de sa capacité exceptionnelle de résilience et d'adaptation. Il a su se réinventer et redresser une économie nouvelle de ce qui était pour un temps une nécessité de faiblesse. Ainsi l'économie japonaise vient-elle démontré récemment le contraire de ce qu'elle était censée représenter.

Au choc pétrolier est suivi l'état latent de guerre commerciale avec les Etats-Unis et l'Europe, puis la traduction monétaire dans le hausse du yen et le handicap imposé aux exportations. Le Japon a dû rechercher des créneaux nouveaux sur les marchés étrangers en même temps qu'une relative reconversion en direction du marché intérieur.

Des industries de pointe ont progressé. Leur valeur d'innovation les place au-dessus d'une notion éphémère quantitative de la compétitivité. Aujourd'hui la reconversion industrielle du Japon est une réalité. A l'avenir, la pétrochimie, aux chantiers navals, tous secteurs grands consommateurs d'énergie, se substituent progressivement l'industrie automobile, l'appareillage électrique, l'électronique, plus économes en énergie, plus compétitive sur les marchés internationaux et capables d'intégrer une marge plus large de profits. L'économie tout entière s'adapte peu à peu à un profil plus bas de consommation énergétique.

Les résultats sont convaincants. La consommation d'énergie par habitant est inférieure de 20 % aux chiffres européens. De 1970 à 1973, une augmentation de 1 % du produit national brut correspondait à une progression de 1,6 % des importations pétrolières. De 1973 à 1977, elle ne nécessitait plus que 0,6 % d'énergie supplémentaire. Le Japon est aujourd'hui le seul pays industriel qui puisse manifester

un relatif optimisme. Le deuxième choc pétrolier, à la suite des événements au Japon, subit de plein fouet l'économie japonaise. Le prix du pétrole peut bien augmenter. Tant qu'il s'agit d'un problème de prix, on échappera sur les marchés libres de Rotterdam ou qui hâtera à se vendre sur les marchés officiels. On verra les politiques d'approvisionnement en développement les contrats d'Etat à Etat. On apprendra à tenir compte des surestimations révolutionnaires et des attitudes imprévisibles de peuples en pleine modification. A l'instar de la politique menée vis-à-vis de l'Iran par exemple, puisque les Japonais, malgré leur prudence traditionnelle, continuent de financer le grand projet corréatif du groupe Mitsui d'une raffinerie et d'un complexe pétrochimique.

Le seul risque véritable — si l'on mesure le risque du prix — est tout politique d'une cessation pure et simple des fournitures énergétiques. Mais une telle situation décevrait le Japon et affecterait la totalité du monde industriel et commercial. Rien ne sert de s'y préparer autrement qu'un entretien des meilleurs rapports possibles avec les pays fournisseurs et en consultant des stocks de cent jours qui devraient permettre de déjouer une crise importante.

Pour encourager la reprise réelle des investissements, le gouvernement peut offrir aujourd'hui le luxe de rassurer l'opinion en présentant l'optimisme pétrolier. Le dynamisme de l'économie n'est plus tant un problème de reconversion — déjà accomplie — qu'un problème de confiance. La demande intérieure s'accroît. Le taux de croissance atteint au niveau convenable de 5 %. Il n'y a donc aucune raison de désespérer, malgré le déficit de la balance des paiements et le déclin quantitatif des exportations (due à la situation antérieure de surévaluation du yen).

« L'usine du monde »

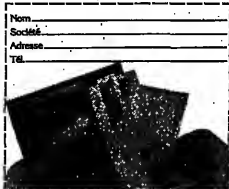
Le Japon a longtemps offert l'image d'un copiste habile. Son industrie — toute d'imitation — ne nourrissait de rêves étrangers. Progressivement, la réalité se transforme. Le Japon attache une importance plus en plus grande à la recherche scientifique. Mais il continue d'accorder la priorité à la recherche des applications, laissant aux autres le prix de la recherche pure et de la créativité scientifique.

Cette capacité prouvée d'intégration technologique offre à l'avenir le meilleur des préparations. Le Japon est devenu une puissance d'innovation plutôt qu'une puissance industrielle. Dans la perspective de l'an 2000, il représente une société à haut niveau technologique efficace et compétitive dont le berceau ne réside pas tant dans la capacité d'invention que dans sa rapidité de réponse à l'innovation. Les autres se cantonneront dans leurs industries trop installées et leurs technologies trop lentes. Ce que l'Angleterre était pour le dix-neuvième siècle, l'Europe l'est pour le monde — pour les produits dérivés du fer, du charbon, du textile, le Japon le devient un siècle plus tard pour les produits sophistiqués de l'électronique, de la robotique et de la biotechnologie industrielle.

Les Européens viennent volontiers chercher au Japon une image contrariée de paix sociale. A leurs yeux, le fameux consensus, l'ultra-minimalisme national qui efface les oppositions sinon tout à fait les luttes des classes, devient pour lui au lieu d'une survie sociale un exemple de modernité. Le Japon hérite de l'utopie scientifique, d'une sorte, de saint-simonisme post-industriel, il semble vivre à la fois à un stade primaire du capitalisme qui maintient les structures sociales obsolètes de la féodalité, en même temps qu'il bénéficie d'une technologie d'avant-garde, avec ce qui cela implique en matière de niveau de vie ou d'intégration économique et sociale.

Le JAL Executive Service. Le meilleur moyen de réussir au Japon.

Quand vous allez au Japon pour affaires, pensez au JAL Executive Service. Avant de partir, il vous aidera à préparer votre voyage : par l'Intermédiaire de France-Japon Service, du Guide « Affaires au Japon » et en vous fournissant des cartes de visite bilingues. A bord de nos 747, vous bénéficierez de la Cabine Tachibana qui vous est réservée en priorité.



Enfin, à l'entresol de l'hôtel Impérial se trouve le Bureau Hommes d'Affaires JAL : à votre disposition, télex, photocopieur et machines à écrire. De plus, l'Executive Hotel Service peut vous réserver une chambre dans 23 des meilleurs hôtels du Japon et de l'Extrême Orient. Vous bénéficiez de tarifs préférentiels, d'enregistrement plus rapide et vous pouvez conserver votre chambre jusqu'à 18 heures. Si vous êtes intéressé par tous ces services, appelez la Japan Air Lines (225.55.01) ou renvoyez le bon à Japan Air Lines 175 avenue des Champs-Élysées, 75008 Paris.

Le meilleur du Japon.
Avec des ailes.



JAPAN AIR LINES

LE JAPON

LE NUMÉRO : 7 francs
ABONNEMENT : 70 francs, 3 mois 20 francs
* BANQUE PARISIENNE DE FRANCE
4, rue de Valenciennes, PARIS 10
Tél. 44.11.11

Rédigé par la S.A.R.L. le Monde.
Général : Jacques Faure, directeur de la publication.
Jacques Faure.

Imprimé au Japon
de « Monde »
5, rue de Valenciennes
PARIS 10
1977

Reproduction interdite de tous droits, sauf accord avec l'administration.
Composition paritaire N° 57.67.

天理
Parlez donc JAPONAIS !
 Cours de tous niveaux - Après-midi et soir - Professeurs Japonais
 Audio-visual - Formation professionnelle continue agréée
 Cours de calligraphie - Dialecte des cours fermiers - Inscription immédiate
COURS DE JAPONAIS DE TENRI
 8, RUE VICTOR CROISSANT - PARIS-14^e
 03.21.11.85

ASCENSEURS MITSUBISHI FRANCE S.A.
mitsubishi electric corporation

font partie du Groupe MITSUBISHI qui est mondialement connu, grâce à la compétence de ses services, la qualité et la fiabilité de ses matériels et l'esthétique de ses produits.

Depuis très longtemps nous contribuons à l'amélioration des conditions de vie.

Résoudre les petits soucis quotidiens est notre but, et c'est pourquoi les fabrications que nous installons et que nous entretenons (ascenseurs, escaliers mécaniques, nacelles de nettoyage automatique des façades, etc.) ne font parler d'eux que par la satisfaction des utilisateurs.

Mais nous pouvons faire encore plus :

- système de surveillance électronique,
- téléopérateurs,
- source de courant ininterrompu à fréquence et voltage constant,
- climatisation d'ambiances,
- etc.

Ces réalisations n'ont aucun secret pour MITSUBISHI.

Nos services peuvent, sur votre demande, vous apporter toutes les informations que vous jugerez utiles. Pour ce faire, nous vous rappelons nos coordonnées :

MITSUBISHI ELECTRIC CORPORATION
ASCENSEURS MITSUBISHI FRANCE
 65, avenue de Colmar — TOUR ALBERT-1^{er}
 92507 RUEIL-MALMAISON CEDEX
 Tél. : 732-92-34 — Téléc. : MELCAMP 202267 F

Un espace de convivialité : le bain

Le bain japonais : les Occidentaux l'oublient d'un « honnête » pour faire plus exotique, traduisant littéralement l'expression de la langue des femmes (o-furo), et ceux qui n'en auront pas fait l'expérience compensent leur désir l'assouvi par quelques stéréotypes touristes à son sujet. Et pourtant, rien de plus simple et de moins embarrassant pour notre puceux que d'aller dans un bain public japonais. Il y en a partout, dans tous les quartiers. C'est un lieu extrêmement populaire, toujours très propre, où l'on se rend en fin de journée (les heures d'ouverture sont en général de 18 à 22 heures) pour se laver, certes, mais aussi se reposer et se détendre en compagnie de ses voisins et amis.

Espace de vacances quotidiennes, le bain public japonais est la manifestation privilégiée de la sociabilité des habitants de l'archipel.

Quelle est sa fonction ? Ou, ayons plus précis : comment s'y déroule (et à quelles fins ?) l'affairement apparent entre le public et le privé ?

De nos jours, et l'on ne compte que de rares exceptions dans les campagnes avec les onnes (sources thermales), les bains publics ne sont plus mis à la disposition de la population, mais ils restent indissociables de la vie de la cité.

Personne au bain n'est, à proprement parler, regardé. Et le nudité qui s'y étale reste neutre, ébène, sans emphase ou exhibition. C'est bien évidemment ce qui trappe le plus un Occidental : cette forme originale de l'intimité où chacun est simplement son corps devant les regards indifférents des autres.

On se débarrasse dans une première salle qui comprend à cet effet des piscines, miroirs, baignoires et autres commodités. On se rince, par une large baignoire, dans la salle de bains proprement dite où l'on pénètre complètement nu. On y apporte avec soi une petite serviette de toilette ou de bain, son savon et une petite serviette. La vapeur du lieu filtre de votre serviette. On peut se procurer tout cela sur place.

Cette salle comprend, fixée assez bas sur les murs latéraux, une rangée de robinets d'eau chaude et, parfois (il, d'eau froide, ou d'eau très chaude, devant lesquels chacun s'installe sur un minuscule tabouret. Il y a un large bassin d'eau brûlante dans lequel on se plonge, après s'être lavé et rincé longuement.

Un rituel

Ce rituel, apparemment assez minutieux, est exécuté lentement et il n'exclut pas le bavardage avec les amis qui vous entourent. Les enfants jouent et barbotent. L'ambiance est très calme et propice à la détente. Le corps se ramollit et l'esprit se détend. Les conversations se poursuivent, les conversations se poursuivent, les conversations se poursuivent.

Et d'ailleurs, le déclin des bains publics, du fait de l'augmentation des prix de l'énergie et de la modernisation des appartements, s'opère très lentement, ainsi que nous le rapportent les journaux qui, à chaque fois, rappellent les nostalgiques et même les réactions de la population.

se rendra rapidement compte de la quadruple fonction que remplit le bain public pour lequel les Japonais ont une véritable passion.

Il y a tout d'abord la fonction d'hygiène. Les japonais sont toujours extrêmement propres et ils prennent un soin vigilant de leur corps, bien davantage que de leur appartement qui, par contraste, semble vraiment très négligé à nos yeux. Cette fonction se double d'un rôle thérapeutique. Du reste, chez les japonais, les deux sont étroitement liés : un corps sale est un corps malade ; et inversement, un corps malade est un corps qui se purifie. Cette purification est aussi d'ordre spirituel, car il y a entre la sphère corporelle et la sphère spirituelle une interdépendance qui régit une stricte égalité, de sorte qu'il faut constamment entretenir son corps pour permettre à l'esprit de s'élever, de même que l'élévation de l'esprit est requise pour avoir une bonne santé.

Et d'ailleurs, le déclin des bains publics, du fait de l'augmentation des prix de l'énergie et de la modernisation des appartements, s'opère très lentement, ainsi que nous le rapportent les journaux qui, à chaque fois, rappellent les nostalgiques et même les réactions de la population.

JEAN-JACQUES ABADIE.

SAMURAI PORTFOLIO

Créé en 1970, premier parmi les fonds suisses en valeurs japonaises

SAMURAI PORTFOLIO

est traité aux Bourses de Genève, Bâle et Zurich depuis le 2 avril 1979

Pour tout renseignement : Gertrust S.A., 22, rue de la Cité, CH-1211 Genève 11

En Asie, c'est le yen



Si vous projetez de faire un voyage en Asie, vous devez penser à vous munir de chèques de voyage. De chèques de voyage en yens de la Fuji Bank. Pourquoi le yen ? Parce que, au Japon et dans toute l'Asie, le yen est de toutes les devises existantes la plus stable, la mieux acceptée, celle dont la circulation est la plus large. Des milliers de personnes ont déjà pu apprécier les chèques de voyage en yens de la Fuji Bank. Ils sont sûrs et pratiques, car nous disposons

d'un vaste réseau de correspondants dans toute l'Asie et de plus de deux cents agences au Japon. Alors, si vous pensez faire un voyage, pensez aux chèques de voyage. Aux chèques de voyage en yens de la Fuji Bank.

FUJI BANK



Agences à l'étranger : New-York - Chicago - Los Angeles - Houston - Seattle - Toronto - Mexico - Sao-Paulo - Londres - Düsseldorf - Paris - Beyrouth - Téhéran - Souf - Singapour - Djakarta - Hongkong - Sydney

QUEST-CE QUE SUMITOMO?

350 ans de services.

Nom de la Société	C.A. annuel (exercice se terminant en mars 79)		Capital	
	Yen (Million)	\$US (Million)	Yen (Million)	\$US (Million)
Sumitomo Corporation	5,840,180	27,945	15,888	75
Sumitomo Metal	1,259,280	4,918	112,025	536
Sumitomo Metal Mining	171,630	821	14,282	68
Sumitomo Chemical	434,882	2,078	73,326	359
Sumitomo Electric Ind.	310,983	1,495	23,273	111
Nippon Electric (NEC)	815,440	2,940	42,874	205
Sumitomo Heavy Ind.	191,944	917	21,369	102
Sumitomo Cement	120,747	577	10,472	50
Sumitomo Bank*	9,220,845	44,118	89,100	425
Sumitomo Trust & Banking**	5,822,763	27,880	37,500	179
Sumitomo Marine & Fire Insurance**	145,489	710	20,000	96
Sumitomo Warehouse	26,511	141	5,861	28
Mitsubishi Motor	685,344	3,279	34,272	164

Notes : 1. Opéto. - 2. Capitaux disponibles. - 3. Total des actifs. Les sommes en yens ont été converties au taux de ¥ 209.30 = \$US 1.00 (31 mars 79).

Sumitomo Corporation est le levier commercial du Groupe Sumitomo — la gigantesque coalition d'entreprises japonaises qui représente plus de trois dizaines de sociétés importantes intervenant dans pratiquement tous les secteurs de l'industrie et des affaires au Japon.

Avec un chiffre d'affaires annuel qui s'élève à plus de 27 900 millions de \$ US, Sumitomo Corporation est une des plus importantes sociétés de commerce international du monde. Notre histoire a commencé il y a plus de 350 ans. Notre effectif de plus de 8 000 professionnels qualifiés et notre réseau mondial de 120 établissements situés dans 80 pays sont à votre service.

Sumitomo France S.A., au capital social de 10 millions de FF propose au reste du monde des produits manufacturés en France et apporte à la France les produits du monde entier.

SUMITOMO FRANCE S.A.

15, Rue de Serri, 75008 Paris
 Tel. (01) 4724-27, Telex: 650013 "SUMITO PARIS"

SUMITOMO CORPORATION
 (SUMITOMO SHUJI KAISHA, LTD.)
 Tokyo & Osaka, Japan

Sécurité sociale

Jeu 20 décembre. L'Assemblée nationale examine le rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale.

Après le rapport de M. P. L. (P.S.) et de M. B. (R.P.), le rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

M. B. (R.P.) a souligné que le projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale est un texte d'importance capitale.

هكذا من الأصل

le bain

politique

LA FIN DE LA SESSION PARLEMENTAIRE

Sécurité sociale : engagement de la responsabilité du gouvernement et nouvelles motions de censure

Jeu 20 décembre, l'Assemblée nationale a examiné le rapport de la commission mixte paritaire chargée de proposer un texte sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale.

Après le rapport de M. PONTÉ (R.P.R.) et une brève intervention de M. Barre, le débat a été ouvert sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale.

M. LEONARD (P.C.F., Pas-de-Calais) déclare notamment : « Vous vous en rendez compte, les cotisations qui ne peuvent plus supporter la hausse des loyers, des produits de première nécessité, du fuel... »

Le débat a été ouvert sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale.

M. LEONARD (P.C.F., Pas-de-Calais) déclare notamment : « Vous vous en rendez compte, les cotisations qui ne peuvent plus supporter la hausse des loyers, des produits de première nécessité, du fuel... »

M. BAPT (P.S., Haute-Garonne) indique que les cotisations de ces « faibles revenus » de plus de 10 000 francs par mois, dont certains prétendent être argumentés, représentent à peine un million de l'ensemble des cotisations.

Prénant la parole, le PREMIER MINISTRE déclare : « On a parlé de mauvaise action, de mauvais coup, d'impôt sur la pauvreté, de taxes injustes... »

Le débat a été ouvert sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant diverses mesures de financement de la Sécurité sociale.

M. LEONARD (P.C.F., Pas-de-Calais) déclare notamment : « Vous vous en rendez compte, les cotisations qui ne peuvent plus supporter la hausse des loyers, des produits de première nécessité, du fuel... »

Les motions de censure

L'exposé des motifs de la motion de censure déposée par le groupe communiste indique : « Pour le premier ministre, au cours de la présente session, le gouvernement recourt à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution... »

L'exposé des motifs de la motion de censure déposée par le groupe communiste indique : « Pour le premier ministre, au cours de la présente session, le gouvernement recourt à l'article 49, alinéa 3, de la Constitution... »

Les modifications retenues

Le texte de la commission mixte paritaire diffère assez sensiblement du texte adopté par l'Assemblée nationale en première lecture à la date du 10 décembre.

Les projets de loi votés définitivement

BAUX COMMERCIAUX

Le projet de loi relatif au renouvellement des baux commerciaux en 1980, 1981, 1982, 1983, 1984, 1985, 1986, 1987, 1988, 1989, 1990, 1991, 1992, 1993, 1994, 1995, 1996, 1997, 1998, 1999, 2000, 2001, 2002, 2003, 2004, 2005, 2006, 2007, 2008, 2009, 2010, 2011, 2012, 2013, 2014, 2015, 2016, 2017, 2018, 2019, 2020, 2021, 2022, 2023, 2024, 2025, 2026, 2027, 2028, 2029, 2030, 2031, 2032, 2033, 2034, 2035, 2036, 2037, 2038, 2039, 2040, 2041, 2042, 2043, 2044, 2045, 2046, 2047, 2048, 2049, 2050, 2051, 2052, 2053, 2054, 2055, 2056, 2057, 2058, 2059, 2060, 2061, 2062, 2063, 2064, 2065, 2066, 2067, 2068, 2069, 2070, 2071, 2072, 2073, 2074, 2075, 2076, 2077, 2078, 2079, 2080, 2081, 2082, 2083, 2084, 2085, 2086, 2087, 2088, 2089, 2090, 2091, 2092, 2093, 2094, 2095, 2096, 2097, 2098, 2099, 2100, 2101, 2102, 2103, 2104, 2105, 2106, 2107, 2108, 2109, 2110, 2111, 2112, 2113, 2114, 2115, 2116, 2117, 2118, 2119, 2120, 2121, 2122, 2123, 2124, 2125, 2126, 2127, 2128, 2129, 2130, 2131, 2132, 2133, 2134, 2135, 2136, 2137, 2138, 2139, 2140, 2141, 2142, 2143, 2144, 2145, 2146, 2147, 2148, 2149, 2150, 2151, 2152, 2153, 2154, 2155, 2156, 2157, 2158, 2159, 2160, 2161, 2162, 2163, 2164, 2165, 2166, 2167, 2168, 2169, 2170, 2171, 2172, 2173, 2174, 2175, 2176, 2177, 2178, 2179, 2180, 2181, 2182, 2183, 2184, 2185, 2186, 2187, 2188, 2189, 2190, 2191, 2192, 2193, 2194, 2195, 2196, 2197, 2198, 2199, 2200, 2201, 2202, 2203, 2204, 2205, 2206, 2207, 2208, 2209, 2210, 2211, 2212, 2213, 2214, 2215, 2216, 2217, 2218, 2219, 2220, 2221, 2222, 2223, 2224, 2225, 2226, 2227, 2228, 2229, 2230, 2231, 2232, 2233, 2234, 2235, 2236, 2237, 2238, 2239, 2240, 2241, 2242, 2243, 2244, 2245, 2246, 2247, 2248, 2249, 2250, 2251, 2252, 2253, 2254, 2255, 2256, 2257, 2258, 2259, 2260, 2261, 2262, 2263, 2264, 2265, 2266, 2267, 2268, 2269, 2270, 2271, 2272, 2273, 2274, 2275, 2276, 2277, 2278, 2279, 2280, 2281, 2282, 2283, 2284, 2285, 2286, 2287, 2288, 2289, 2290, 2291, 2292, 2293, 2294, 2295, 2296, 2297, 2298, 2299, 2300, 2301, 2302, 2303, 2304, 2305, 2306, 2307, 2308, 2309, 2310, 2311, 2312, 2313, 2314, 2315, 2316, 2317, 2318, 2319, 2320, 2321, 2322, 2323, 2324, 2325, 2326, 2327, 2328, 2329, 2330, 2331, 2332, 2333, 2334, 2335, 2336, 2337, 2338, 2339, 2340, 2341, 2342, 2343, 2344, 2345, 2346, 2347, 2348, 2349, 2350, 2351, 2352, 2353, 2354, 2355, 2356, 2357, 2358, 2359, 2360, 2361, 2362, 2363, 2364, 2365, 2366, 2367, 2368, 2369, 2370, 2371, 2372, 2373, 2374, 2375, 2376, 2377, 2378, 2379, 2380, 2381, 2382, 2383, 2384, 2385, 2386, 2387, 2388, 2389, 2390, 2391, 2392, 2393, 2394, 2395, 2396, 2397, 2398, 2399, 2400, 2401, 2402, 2403, 2404, 2405, 2406, 2407, 2408, 2409, 2410, 2411, 2412, 2413, 2414, 2415, 2416, 2417, 2418, 2419, 2420, 2421, 2422, 2423, 2424, 2425, 2426, 2427, 2428, 2429, 2430, 2431, 2432, 2433, 2434, 2435, 2436, 2437, 2438, 2439, 2440, 2441, 2442, 2443, 2444, 2445, 2446, 2447, 2448, 2449, 2450, 2451, 2452, 2453, 2454, 2455, 2456, 2457, 2458, 2459, 2460, 2461, 2462, 2463, 2464, 2465, 2466, 2467, 2468, 2469, 2470, 2471, 2472, 2473, 2474, 2475, 2476, 2477, 2478, 2479, 2480, 2481, 2482, 2483, 2484, 2485, 2486, 2487, 2488, 2489, 2490, 2491, 2492, 2493, 2494, 2495, 2496, 2497, 2498, 2499, 2500, 2501, 2502, 2503, 2504, 2505, 2506, 2507, 2508, 2509, 2510, 2511, 2512, 2513, 2514, 2515, 2516, 2517, 2518, 2519, 2520, 2521, 2522, 2523, 2524, 2525, 2526, 2527, 2528, 2529, 2530, 2531, 2532, 2533, 2534, 2535, 2536, 2537, 2538, 2539, 2540, 2541, 2542, 2543, 2544, 2545, 2546, 2547, 2548, 2549, 2550, 2551, 2552, 2553, 2554, 2555, 2556, 2557, 2558, 2559, 2560, 2561, 2562, 2563, 2564, 2565, 2566, 2567, 2568, 2569, 2570, 2571, 2572, 2573, 2574, 2575, 2576, 2577, 2578, 2579, 2580, 2581, 2582, 2583, 2584, 2585, 2586, 2587, 2588, 2589, 2590, 2591, 2592, 2593, 2594, 2595, 2596, 2597, 2598, 2599, 2600, 2601, 2602, 2603, 2604, 2605, 2606, 2607, 2608, 2609, 2610, 2611, 2612, 2613, 2614, 2615, 2616, 2617, 2618, 2619, 2620, 2621, 2622, 2623, 2624, 2625, 2626, 2627, 2628, 2629, 2630, 2631, 2632, 2633, 2634, 2635, 2636, 2637, 2638, 2639, 2640, 2641, 2642, 2643, 2644, 2645, 2646, 2647, 2648, 2649, 2650, 2651, 2652, 2653, 2654, 2655, 2656, 2657, 2658, 2659, 2660, 2661, 2662, 2663, 2664, 2665, 2666, 2667, 2668, 2669, 2670, 2671, 2672, 2673, 2674, 2675, 2676, 2677, 2678, 2679, 2680, 2681, 2682, 2683, 2684, 2685, 2686, 2687, 2688, 2689, 2690, 2691, 2692, 2693, 2694, 2695, 2696, 2697, 2698, 2699, 2700, 2701, 2702, 2703, 2704, 2705, 2706, 2707, 2708, 2709, 2710, 2711, 2712, 2713, 2714, 2715, 2716, 2717, 2718, 2719, 2720, 2721, 2722, 2723, 2724, 2725, 2726, 2727, 2728, 2729, 2730, 2731, 2732, 2733, 2734, 2735, 2736, 2737, 2738, 2739, 2740, 2741, 2742, 2743, 2744, 2745, 2746, 2747, 2748, 2749, 2750, 2751, 2752, 2753, 2754, 2755, 2756, 2757, 2758, 2759, 2760, 2761, 2762, 2763, 2764, 2765, 2766, 2767, 2768, 2769, 2770, 2771, 2772, 2773, 2774, 2775, 2776, 2777, 2778, 2779, 2780, 2781, 2782, 2783, 2784, 2785, 2786, 2787, 2788, 2789, 2790, 2791, 2792, 2793, 2794, 2795, 2796, 2797, 2798, 2799, 2800, 2801, 2802, 2803, 2804, 2805, 2806, 2807, 2808, 2809, 2810, 2811, 2812, 2813, 2814, 2815, 2816, 2817, 2818, 2819, 2820, 2821, 2822, 2823, 2824, 2825, 2826, 2827, 2828, 2829, 2830, 2831, 2832, 2833, 2834, 2835, 2836, 2837, 2838, 2839, 2840, 2841, 2842, 2843, 2844, 2845, 2846, 2847, 2848, 2849, 2850, 2851, 2852, 2853, 2854, 2855, 2856, 2857, 2858, 2859, 2860, 2861, 2862, 2863, 2864, 2865, 2866, 2867, 2868, 2869, 2870, 2871, 2872, 2873, 2874, 2875, 2876, 2877, 2878, 2879, 2880, 2881, 2882, 2883, 2884, 2885, 2886, 2887, 2888, 2889, 2890, 2891, 2892, 2893, 2894, 2895, 2896, 2897, 2898, 2899, 2900, 2901, 2902, 2903, 2904, 2905, 2906, 2907, 2908, 2909, 2910, 2911, 2912, 2913, 2914, 2915, 2916, 2917, 2918, 2919, 2920, 2921, 2922, 2923, 2924, 2925, 2926, 2927, 2928, 2929, 2930, 2931, 2932, 2933, 2934, 2935, 2936, 2937, 2938, 2939, 2940, 2941, 2942, 2943, 2944, 2945, 2946, 2947, 2948, 2949, 2950, 2951, 2952, 2953, 2954, 2955, 2956, 2957, 2958, 2959, 2960, 2961, 2962, 2963, 2964, 2965, 2966, 2967, 2968, 2969, 2970, 2971, 2972, 2973, 2974, 2975, 2976, 2977, 2978, 2979, 2980, 2981, 2982, 2983, 2984, 2985, 2986, 2987, 2988, 2989, 2990, 2991, 2992, 2993, 2994, 2995, 2996, 2997, 2998, 2999, 3000, 3001, 3002, 3003, 3004, 3005, 3006, 3007, 3008, 3009, 3010, 3011, 3012, 3013, 3014, 3015, 3016, 3017, 3018, 3019, 3020, 3021, 3022, 3023, 3024, 3025, 3026, 3027, 3028, 3029, 3030, 3031, 3032, 3033, 3034, 3035, 3036, 3037, 3038, 3039, 3040, 3041, 3042, 3043, 3044, 3045, 3046, 3047, 3048, 3049, 3050, 3051, 3052, 3053, 3054, 3055, 3056, 3057, 3058, 3059, 3060, 3061, 3062, 3063, 3064, 3065, 3066, 3067, 3068, 3069, 3070, 3071, 3072, 3073, 3074, 3075, 3076, 3077, 3078, 3079, 3080, 3081, 3082, 3083, 3084, 3085, 3086, 3087, 3088, 3089, 3090, 3091, 3092, 3093, 3094, 3095, 3096, 3097, 3098, 3099, 3100, 3101, 3102, 3103, 3104, 3105, 3106, 3107, 3108, 3109, 3110, 3111, 3112, 3113, 3114, 3115, 3116, 3117, 3118, 3119, 3120, 3121, 3122, 3123, 3124, 3125, 3126, 3127, 3128, 3129, 3130, 3131, 3132, 3133, 3134, 3135, 3136, 3137, 3138, 3139, 3140, 3141, 3142, 3143, 3144, 3145, 3146, 3147, 3148, 3149, 3150, 3151, 3152, 3153, 3154, 3155, 3156, 3157, 3158, 3159, 3160, 3161, 3162, 3163, 3164, 3165, 3166, 3167, 3168, 3169, 3170, 3171, 3172, 3173, 3174, 3175, 3176, 3177, 3178, 3179, 3180, 3181, 3182, 3183, 3184, 3185, 3186, 3187, 3188, 3189, 3190, 3191, 3192, 3193, 3194, 3195, 3196, 3197, 3198, 3199, 3200, 3201, 3202, 3203, 3204, 3205, 3206, 3207, 3208, 3209, 3210, 3211, 3212, 3213, 3214, 3215, 3216, 3217, 3218, 3219, 3220, 3221, 3222, 3223, 3224, 3225, 3226, 3227, 3228, 3229, 3230, 3231, 3232, 3233, 3234, 3235, 3236, 3237, 3238, 3239, 3240, 3241, 3242, 3243, 3244, 3245, 3246, 3247, 3248, 3249, 3250, 3251, 3252, 3253, 3254, 3255, 3256, 3257, 3258, 3259, 3260, 3261, 3262, 3263, 3264, 3265, 3266, 3267, 3268, 3269, 3270, 3271, 3272, 3273, 3274, 3275, 3276, 3277, 3278, 3279, 3280, 3281, 3282, 3283, 3284, 3285, 3286, 3287, 3288, 3289, 3290, 3291, 3292, 3293, 3294, 3295, 3296, 3297, 3298, 3299, 3300, 3301, 3302, 3303, 3304, 3305, 3306, 3307, 3308, 3309, 3310, 3311, 3312, 3313, 3314, 3315, 3316, 3317, 3318, 3319, 3320, 3321, 3322, 3323, 3324, 3325, 3326, 3327, 3328, 3329, 3330, 3331, 3332, 3333, 3334, 3335, 3336, 3337, 3338, 3339, 3340, 3341, 3342, 3343, 3344, 3345, 3346, 3347, 3348, 3349, 3350, 3351, 3352, 3353, 3354, 3355, 3356, 3357, 3358, 3359, 3360, 3361, 3362, 3363, 3364, 3365, 3366, 3367, 3368, 3369, 3370, 3371, 3372, 3373, 3374, 3375, 3376, 3377, 3378, 3379, 3380, 3381, 3382, 3383, 3384, 3385, 3386, 3387, 3388, 3389, 3390, 3391, 3392, 3393, 3394, 3395, 3396, 3397, 3398, 3399, 3400, 3401, 3402, 3403, 3404, 3405, 3406, 3407, 3408, 3409, 3410, 3411, 3412, 3413, 3414, 3415, 3416, 3417, 3418, 3419, 3420, 3421, 3422, 3423, 3424, 3425, 3426, 3427, 3428, 3429, 3430, 3431, 3432, 3433, 3434, 3435, 3436, 3437, 3438, 3439, 3440, 3441, 3442, 3443, 3444, 3445, 3446, 3447, 3448, 3449, 3450, 3451, 3452, 3453, 3454, 3455, 3456, 3457, 3458, 3459, 3460, 3461, 3462, 3463, 3464, 3465, 3466, 3467, 3468, 3469, 3470, 3471, 3472, 3473, 3474, 3475, 3476, 3477, 3478, 3479, 3480, 3481, 3482, 3483, 3484, 3485, 3486, 3487, 3488, 3489, 3490, 3491, 3492, 3493, 3494, 3495, 3496, 3497, 3498, 3499, 3500, 3501, 3502, 3503, 3504, 3505, 3506, 3507, 3508, 3509, 3510, 3511, 3512, 3513, 3514, 3515, 3516, 3517, 3518, 3519, 3520, 3521, 3522, 3523, 3524, 3525, 3526, 3527, 3528, 3529, 3530, 3531, 3532, 3533, 3534, 3535, 3536, 3537, 3538, 3539, 3540, 3541, 3542, 3543, 3544, 3545, 3546, 3547, 3548, 3549, 3550, 3551, 3552, 3553, 3554, 3555, 3556, 3557, 3558, 3559, 3560, 3561, 3562, 3563, 3564, 3565, 3566, 3567, 3568, 3569, 3570, 3571, 3572, 3573, 3574, 3575, 3576, 3577, 3578, 3579, 3580, 3581, 3582, 3583, 3584, 3585, 3586, 3587, 3588, 3589, 3590, 3591, 3592, 3593, 3594, 3595, 3596, 3597, 3598, 3599, 3600, 3601, 3602, 3603, 3604, 3605, 3606, 3607, 3608, 3609, 3610, 3611, 3612, 3613, 3614, 3615, 3616, 3617, 3618, 3619, 3620, 3621, 3622, 3623, 3624, 3625, 3626, 3627, 3628, 3629, 3630, 3631, 3632, 3633, 3634, 3635, 3636, 3637, 3638, 3639, 3640, 3641, 3642, 3643, 3644, 3645, 3646, 3647, 3648, 3649, 3650, 3651, 3652, 3653, 3654, 3655, 3656, 3657, 3658, 3659, 3660, 3661, 3662, 3663, 3664, 3665, 3666, 3667, 3668, 3669, 3670, 3671, 3672, 3673, 3674, 3675, 3676, 3677, 3678, 3679, 3680, 3681, 3682, 3683, 3684, 3685, 3686, 3687, 3688, 3689, 3690, 3691, 3692, 3693, 3694, 3695, 3696, 3697, 3698, 3699, 3700, 3701, 3702, 3703, 3704, 3705, 3706, 3707, 3708, 3709, 3710, 3711, 3712, 3713, 3714, 3715, 3716, 3717, 3718, 3719, 3720, 3721, 3722, 3723, 3724, 3725, 3726, 3727, 3728, 3729, 3730, 3731, 3732, 3733, 3734, 3735, 3736, 3737, 3738, 3739, 3740, 3741, 3742, 3743, 3744, 3745, 3746, 3747, 3748, 3749, 3750, 3751, 3752, 3753, 3754, 3755, 3756, 3757, 3758, 3759, 3760, 3761, 3762, 3763, 3764, 3765, 3766, 3767, 3768, 3769, 3770, 3771, 3772, 3773, 3774, 3775, 3776, 3777, 3778, 3779, 3780, 3781, 3782, 3783, 3784, 3785, 3786, 3787, 3788, 3789, 3790, 3791, 3792, 3793, 3794, 3795, 3796, 3797, 3798, 3799, 3800, 3801, 3802, 3803, 3804, 3805, 3806, 3807, 3808, 3809, 3810, 3811, 3812, 3813, 3814, 3815, 3816, 3817, 3818, 3819, 3820, 3821, 3822, 3823, 3824, 3825, 3826, 3827, 3828, 3829, 3830, 3831, 3832,

هكذا من الأصل

POLITIQUE

LA CONTROVERSE SUR LES DÉCISIONS DU CONSEIL ATLANTIQUE

A l'Assemblée nationale : seuls les quatre-vingt-six députés communistes votent la censure

Défendant, jeudi 20 décembre, à l'Assemblée nationale, la motion de censure jointe par les députés communistes à sa demande d'interpellation du gouvernement, M. MARCHAIS explique que l'installation en Europe occidentale de fusées Pershing-II et de missiles Cruise pointés vers l'Union soviétique est extrêmement dangereuse. « L'Union soviétique et les autres pays du pacte de Varsovie ayant de multiples fois déclaré qu'un tel armement constituerait des contre-mesures de leur part », le secrétaire général du P.C.F. refuse l'argument selon lequel le renforcement de l'arsenal nucléaire de l'OTAN en Europe répondrait à une situation de déséquilibre créée par l'existence des fusées soviétiques SS-20. D'une part, déclare-t-il, ces fusées existent depuis 1975, et, d'autre part, leur implantation est antérieure à la signature de l'accord SALT 1, « ce fond est la reconnaissance mutuelle d'une parité globale entre les deux blocs ».

M. MARCHAIS : une fascination indécente pour l'Allemagne

Le député communiste dénonce le rôle joué, dans les décisions de l'OTAN, par l'Allemagne fédérale, qui, grâce au renforcement de sa puissance militaire, doit servir aux États-Unis de « relais sur notre continent ». « Nous alertons notre peuple sur ce grave péril, déclare-t-il. Il serait criminel, pour la France et pour les Français d'oublier les leçons de l'histoire. Il reproche au premier ministre une fascination pour l'Allemagne qui trahit l'indécence ». M. Marchais évoque « le grand mouvement d'opinion qui se lève en Europe et dans notre pays, mouvement auquel les communistes sont fiers d'apporter leur contribution aux côtés d'autres forces démocratiques, patriotiques, syndicales et chrétiennes ». Interrogé par M. BULO (R.P.R.), il lance : « Oui, oui, Vice-Versa-Paul II pour son action pour le pays ».

M. Marchais affirme que « bien loin de lâcher les mains »

d'autre part, « le programme de « modernisation » des armes nucléaires américaines sont déjà défini bien avant le début des années 80-90 ».

Four M. Marchais, « la responsabilité de la relance de la course aux armements appartient totalement aux États-Unis et à l'Allemagne fédérale ». La France, dit-il, est doublement concernée, parce qu'elle subit les conséquences d'un conflit nucléaire en Europe et parce que ses dirigeants sont « complices » des décisions du conseil atlantique, décisions dont, selon le secrétaire général de l'OTAN, le gouvernement français « se félicite ». C'est là, selon M. Marchais, la conséquence logique de l'orientation suivie par M. Giscard d'Estaing et qui a abouti à substituer la doctrine de la « défense de l'avant » à celle de la « défense sous armure ».

« La France, dit-il, pourrait être partie prenante d'une guerre pour des intérêts qui lui sont étrangers ».

Le premier secrétaire du P.S. observe que, « dans la mesure où l'on peut s'informer, il semble que l'opinion mondiale ait été prise en compte ». « Il ne semble, ajoute-t-il, que les États-Unis ont pu préserver une supériorité globale, mais, en Europe, la supériorité soviétique est évidente ». « Si l'Union soviétique est un pays ami, ce que je crois, et si l'Union soviétique est un pays pacifique, ce que j'espère, pourquoi ces fusées pointées en direction de nos villes, de nos agglomérations, de nos installations militaires ? »

Il ajoute : « Le parti socialiste a toujours été soucieux d'éviter de donner à l'Union soviétique le sentiment d'être délaissée, comme ce fut le cas en 1950 et peut-être en 1952 ».

Le parti socialiste a engagé une campagne pour la dissolution du bloc et la neutralisation nucléaire du centre de l'Europe. M. Mitterrand rappelle, sur le premier point, que le programme commun de la gauche se prononce pour la dissolution et simultanée des blocs, « objectif qui

est ni à plus forte raison, qu'elle adhère au pacte de Varsovie ! Tout au contraire, nous nous proposons en faveur d'un véritable système de sécurité collective, du dépassement et de la dissolution simultanée des blocs ».

M. MITTERRAND : une surenchère sur les positions soviétiques

M. MITTERRAND constate : « La France fait partie de l'Alliance atlantique, elle ne participe pas au commandement intégré de l'OTAN, elle dispose d'un pouvoir de décision et d'une force atomique autonomes, elle entretient des relations d'amitié avec l'Union soviétique, elle refuse le réarmement nucléaire de l'Allemagne » ; « Il est un domaine dans lequel un consensus général s'est établi entre les représentants du peuple français, c'est bien celui-là. Pas un seul parti ne s'en dévot, du moins dans les décisions publiques, et dans les arrière-pensées ».

M. BARRE : une indépendance entière

M. BARRE affirme que, « en ce domaine, certains, qui lui reprochent d'être un subordonné dans l'OTAN », l'indépendance de la politique de défense de la France est « entière ». Il précise : « Les armes de la France ne sont pas intégrées. Son concept de défense lui est propre. Ses décisions sont les siennes ». Il souligne que, à la différence de l'OTAN, la France ne fonde pas sa défense sur le concept de la « riposte forcée », dans la ligne duquel se situent les décisions prises, la semaine dernière, par le conseil atlantique.

Le premier ministre souligne que la France, qui ne pouvait ni contribuer au débat ni s'associer aux décisions prises, ne peut plus participer aux négociations SALT 2. Si elle le faisait, explique-t-il, il lui faudrait considérer que ses forces nucléaires « constituent, à l'instar de celles de l'OTAN, des armes de théâtre et non des systèmes stratégiques, qu'elles ne sont que des sous-produits numériques

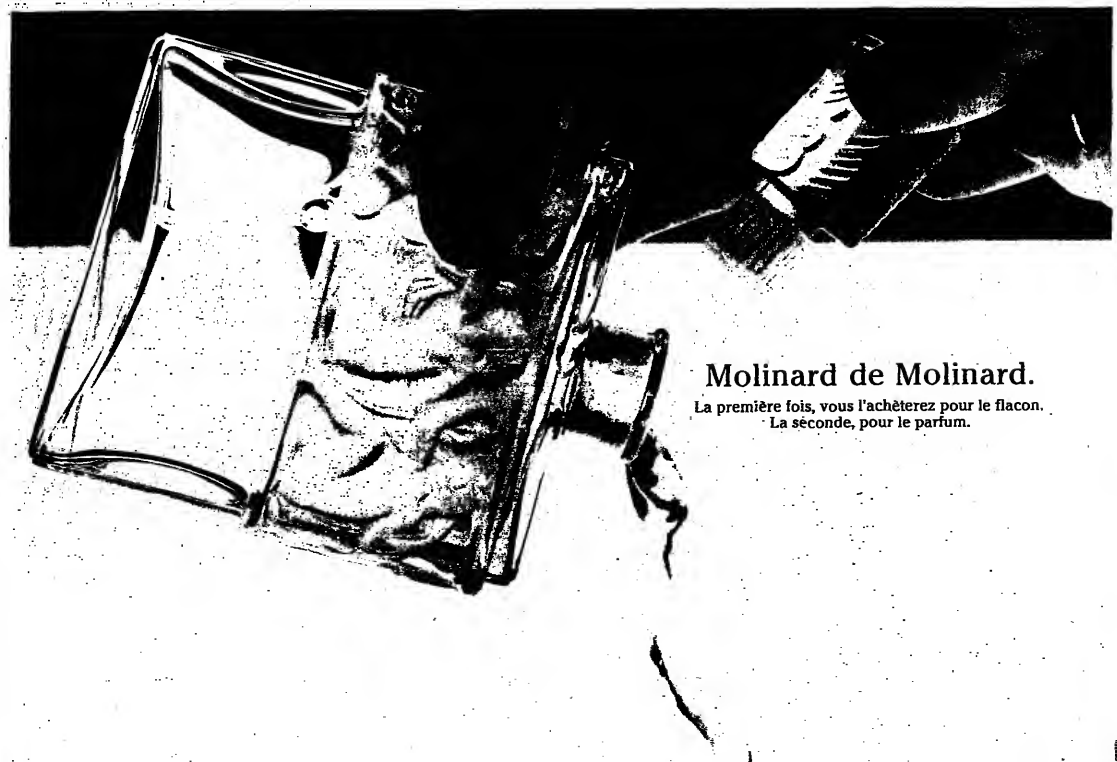
appelés à pour mettre sur pied la conférence européenne qu'il avait proposée avant M. Giscard d'Estaing et le P.C.F. et qui « devrait aborder deux domaines : le nucléaire civil, le nucléaire militaire, les ventes d'armes stratégiques, les droits des personnes ». Le dirigeant socialiste indique que son groupe ne votera pas la motion de censure communiste qui « s'attaque uniquement à l'armement américain » et « fait de la surenchère par rapport aux positions soviétiques ». Il ajoute : « Avec cette motion de censure, alors qu'il s'agit du sort de la paix, le parti communiste se livre à une médiocre opération de politique intérieure. Au-delà d'un gouvernement qui n'a pas su de part aux négociations, il essaie, en fait, et bien à tort, mettre dans l'embarras un autre groupe parlementaire. Mais ce groupe a une position bien claire : il y a des haies des deux côtés, il faut qu'elles reculent des deux côtés ».

M. BLANC (R.P.R.) : notre position est connue de tous

M. BLANC (R.P.R.), notre position est connue de tous. Le groupe du R.P.R. n'est pas intervenu au cours de la discussion de la motion de censure communiste. Son président, M. Claude Labbé, a déclaré : « Il s'agit d'une affaire mondiale pour les communistes à l'attention exclusive des socialistes. Dieu merci, la France est en dehors de tout cela puisque, grâce au général de Gaulle, elle se situe en dehors de l'OTAN. Nous n'avons pas à défendre notre position, qui est connue de tous ».

M. BLANC (P.R.) : voilà comment on fête l'anniversaire de Staline

M. Roger Chénard, président du groupe des députés de l'U.D.F., a expliqué l'absence de ses amis dans la discussion de la motion de censure communiste en disant : « Créer le gouvernement français pour un acte commis par des gouvernements étrangers est sans objet ». Selon lui, la démarche du groupe communiste vise à régler un compte avec le parti socialiste. M. Jacques Blanc, secrétaire général du parti républicain, a déclaré, jeudi 20 décembre, après la réunion du bureau politique de ce parti : « Contre toute évidence, le parti communiste n'est pas en cause, à cette occasion, le gouvernement français, alors que la France n'aurait pas à l'OTAN et que notre gouvernement n'a, de ce fait, en rien participé à ces décisions et aux discussions qui les ont précédées. Derrière cette contradiction, se cache la volonté du P.C. de profiter de toute occasion pour créer le désordre dans le pays et démanteler une fois de plus l'engagement de sa politique sur celle d'une puissance étrangère. Voilà comment on commémore l'anniversaire de la naissance de Joseph Staline ».



Molinard de Molinard.

La première fois, vous l'achèterez pour le flacon. La seconde, pour le parfum.

Un Molinard habillé par Lolique? Le flacon photographié ici est un 2...

MOLINARD PARIS-GRASSE.

Staline a incontestablement marqué son époque. Il avait un sens incomparable de la ruse et ne s'embarassait pas de scrupules pour arriver à ses fins. Il rassembla la Russie soviétique en caubert ses peuples, mena l'armée à la victoire après avoir décapité ses chefs, souda le mouvement communiste après avoir fait tirer plus de communistes qu'aucun adversaire du marxisme ne le fit. Il fut le tsar de ceux qui chantaient « ni dieu ni maître ». Il eut le génie de faire croire qu'il avait du génie.

On dit parfois qu'il ne faut pas trop surestimer la lutte de l'opposition contre Staline, car des deux côtés il y avait des communistes convaincus et des

L'origine du stalinisme

par MICHAËL REIMAN (*):

L'ORIGINE du stalinisme ne peut être directement attribuée à la « révolution » soviétique, pensée socialiste, ni à l'héritage de Lénine ou à des particularités du caractère de Staline, ni à la dégradation bureaucratique du pouvoir soviétique. Il a fallu quelque chose de plus pour interrompre le processus de stabilisation de la période post-révolutionnaire et ouvrir la voie aux tendances totalitaires. Ce quelque chose, ce fut la crise profonde du système soviétique qui se poursuivait vers la fin des années 20.

l'étendue, la profondeur et les conséquences de cette crise sont souvent sous-estimées. Sans doute, parce que la direction soviétique — tenant compte des nécessités de la lutte à l'intérieur du parti, comme de celles de la diplomatie — a dit le début, caché ou déformé nombre de données. En réalité, à l'époque, on parlait au sein de la direction de l'U.R.S.S. de difficultés telles que les pays d'en avait plus connu depuis la guerre civile.

La crise du régime soviétique avait été causée aussi bien par des circonstances objectives que par des décisions erronées de la direction soviétique. En 1926, l'Union soviétique était pour l'essentiel à la fin de la période de redressement de l'après-guerre. Les capacités de production remises en service étaient vieilles et usagées et auraient eu besoin d'être changées et modernisées. Il en allait de même à la campagne, où, de surcroît, les grandes exploitations modernes avaient disparu après la révolution, alors qu'elles avaient eu un rôle important dans le ravitaillement des villes.

Dans l'état où elle se trouvait, l'économie soviétique était privée de la possibilité d'une croissance rapide. L'insuffisance de produits industriels et le niveau de la production des produits alimentaires et des matières premières industrielles troublaient les rela-

tions entre la ville et la campagne et entretenaient le niveau de vie misérable des citoyens soviétiques. Les besoins de l'armée et de la marine n'étaient pas satisfaits. Le chômage croissait rapidement. Mais le pays était dévasté et essaimé n'avait pas les moyens financiers et matériels de moderniser son économie. Il aurait fallu, pour cela, l'étranger, la coopération, ou l'étranger, obtient des crédits de longue durée, mener une politique intérieure raisonnable tenant compte des priorités économiques et dépenser les moyens disponibles de manière rationnelle. Une telle politique ne fut pas menée.

Au début de 1927, la politique
 pro perspicace de Staline et de
 Boukharine aggrave considéra-
 blement la position intérieure
 du P.U.R.S.S. La rupture
 avec le Kuomintang en Chine
 détruit l'espoir pour l'U.R.S.S.
 de profiter de la victoire de la
 révolution chinoise. Puis la rup-
 ture avec l'Angleterre, qui était
 alors le premier partenaire de
 l'U.R.S.S. en matière de com-
 merce extérieur, provoque une
 crise intérieure, qui se manifeste
 par une forte pression de l'op-
 position de gauche, menée par
 Trotski, Zinoviev et Kamenev,
 déjà chassés de la direction col-
 lective du parti. Des divergences
 surgissent au sein de cette direc-

Durant l'automne 1927, la crise économique s'amplifia. Le déficit de la balance commerciale se mit à croître rapidement. Les importations furent limitées et de nombreux besoins urgents de la production ne furent pas assurés. La pénurie de matières premières mit en danger de nombreuses entreprises, particulièrement dans l'industrie légère. Le ravitaillement en produits alimentaires était catastrophique. Dans de nombreuses villes, les stocks de vivres atteignirent un seuil dangereux. Peu après, un système de rationnement fut introduit.

aussi radical ; l'opposition de gauche représentait un danger pour toute la direction du parti. Les modérés laissent donc faire. La sécurité accuse l'opposition de gauche de fournir des informations secrètes à des Etats étrangers (surtout à la France) et d'avoir préparé un coup d'Etat. Déjà, vers la fin de 1927, Staline exigeait que les opposants soient condamnés comme espions et auxiliaires des ennemis du ré-

traits d'un régime d'oppression
brutale, qui suscita une large
résistance dans le pays. L'oppo-
sition de gauche réprimée, se
ne restait plus qu'à écarter les
modérés.

Effrayés par l'étendue de la
violence et plus particulièrement
de la coercition à la campagne
— Staline y soustrait les c-
réales qui manquaient par les
méthodes les plus brutales — les
modérés se rendaient compes

À mort, dont six virent leurs peines commuées pour coopération avec l'O.G.P.U.

Il semble alors pendant un moment que les modèles pour la construction de l'URSS, les conséquences d'une telle politique leur valait un afflux d'adhésions influentes. Mais leur situation changea rapidement. En 1929, avant tout le paysannerie, ma pouvaient difficilement acquiescer, un éprou massifs dans les milieux ruraux, qui se traduisait par la défection de nombreux aux bolcheviks. Leur opposition se cantonnait donc surtout à l'appareil que Staline considéra comme une gêne. Les opposants furent donc éliminés progressivement. En 1930, la décision ne passa pas, il reporta la décision au début de 1929 en les accusant à tort de s'être opposés à la collectivisation. Staline réussit à compromettre ses principaux rivaux — Rykov, Boukharine et Tomsky — et à éliminer d'une façon victorieuse de la conception stalinienne fut consolidée par le démantèlement du parti par le terreux de masse des années 30. Les départs de la défection furent un fardeau insupportable

villes. Des tracts et des appels apparurent proposant la création d'organisations et de comités « au parti paysan du travail » auquel devait comprendre aussi des ouvriers. On ne connaît pas les auteurs de ces propositions. Une provocation policière n'est pas exclue. Dans de nombreux districts, l'O.G.R.U. procédait à tour de bras aux arrestations et aux interrogatoires de koulaks et de leurs « complices », même des communistes et des komso-mols. La direction du parti recevait maints rapports sur l'existence de telles organisations.

pendant 1966 et l'autonomie de 1969. FOLCAIR, effective à la même bretonne d'Arrestation, et publiée au début de septembre, un rapport sur la découverte de nombreux problèmes de la vie rurale : l'agriculture, le commerce dans les organismes économiques du F&C. Ce rapport visait également à la culture populaire. Plusieurs projets politiques furent préparés en même temps, les plus importants furent ceux pour un « parti industriel et agricole » et un « parti des villes ». Invention de toutes pièces, ils permirent de traduire diverses idées politiques, généralisées, en termes de problèmes concrets. Le procès préparé consistait de la part du F&C, qu'il était connu, selon les travaux de la Commission de l'Assemblée de membres, n'eût finalement pas lieu : sans doute parce qu'il n'aurait fallu que dissimuler dans les débats les idées qui se trouvaient dans

Avant les principaux procès, la direction du parti fit savoir qu'un complot avait été découvert à l'intérieur du parti, dont les membres auraient été Syrov, le chef du gouvernement de la Fédération de Russie et Lomnadze, secrétaire du parti pour la Transcaucasie. Rykov fut alors définitivement écarté de son poste de président du conseil des ministres, de l'U.R.S.S. La terreur de masse gagnaient et la répression à l'intérieur du parti à un niveau supérieur se rejoignaient ainsi d'une façon qui détermina pour de bon les années le caractère du régime soviétique.

(*) Historien tchéquos, né en 1890, qui n'a pas son enfance et fait ses études en U.R.S.S., et à Prague. Partisan actif du « printemps » de Prague, il vit actuellement à Tübingen en R.F.A. Il n'est d'ailleurs ni le citoyen tchéco-slovaque ni y n quelques mois. Auteur de Die Geburt des Stalins in der U.R.S.S. à la veille de la « dixième révolution » (Frankfurt - sur - le - Main, Europäische Verlagsanstalt, 1979), qui porte sur les années 1927 à 1928.

Nombre d'informations faisaient état de cas de fraternisations spontanées entre ouvriers et paysans : ils réagissaient à la politique du gouvernement, lequel accusait les paysans de saboter le ravitaillement et d'être responsables de l'aggravation des conditions de vie dans les

[illegible]

BERNARD FERON.



(Dossier de DAVID LEVINE.

Les deux oppositions

Au cours d'une réunion du bureau politique, en janvier ou février 1928, V. V. Kossychev, l'un des hauts fonctionnaires chargés de l'économie, devait déclarer : « Nous nous efforçons de parvenir à un relèvement, mais de mois en mois nous reculeons. Ce n'est pas un rétablissement, c'est pour le dire franchement, une mort lente ».

Le 4 mars 1928, le gouvernement soviétique constatait, dans une décision spéciale, que le prolétariat était « à l'agonie ».

Le 15 mars 1928, le comité central d'Etat décidait d'utiliser tous les moyens pour maintenir la dictature du prolétariat.

La victoire de l'un ou de l'autre n'aurait pas changé grand-chose. Toutefois, les deux groupes d'opposition, contrairement à Staline, tentaient au moins d'améliorer le sort des couches populaires. Leur niveau culturel et leur connaissance des mécanismes de la vie sociale et économique du pays étaient généralement supérieurs à ceux de Staline. Leur victoire aurait permis d'instaurer une situation et sans doute leur pensée politique. Mais dans quelle mesure cette opposition menaçait-elle le pouvoir stalinien ?

gime, non par des tribunaux et des juges mais par de simples décisions des services de sécurité. C'est alors que l'on aurait arrêté des réseaux policiers pour découvrir les éléments peu sûrs dans l'appareil du parti - et de l'Etat. Les considérations humanitaires n'étaient pas de mise, selon Staline : « Peu importe si, dans le cadre de telles mesures, des innocents devaient être frappés, puisque c'est dans l'intérêt de la grande cause. » Ainsi Staline construisait déjà l'appareil qui lui permettrait d'asseoir pleinement son pouvoir. Par ces mesures, extraordinaires, le stalinisme commençait à acquiescer les

Dans des lettres non censurées parvenues en Occident vers la fin des années vingt et au début des années trente, on mentionne assez souvent les cas de « rafles » communistes de koulaks, voire de cellules entières, qui refaisaient d'essence les ordres cruels de leur direction. Nombre d'entre eux présent alors — et non pas vers le milieu des années trente comme on se plaisait à le dire en U.R.S.S. — du temps de Khrouchtchev — le chemin des prisons et des camps de concentration.

Pendant Noël 1928, Boukharine mentionna quelque cent cinquante cas d'arrestation paysanne ayant particulièrement visé le

La situation devint explosive lorsque, au printemps 1930, Staline, après avoir châtié à fort-brutalement les céréales aux paysans, voulut imposer une collectivisation forcée, qui revenait à exproprier de larges couches de la paysannerie. Qui peut croire aujourd'hui que Staline, dans son fameux article « Le vertige dit au succès », revqua la collectivisation qu'il avait lui-même ordonnée, seulement parce qu'il craignait la violence des autorités locales ?

(*) Historien tchèque, né en 1930, qui a exercé son métier de journaliste et fait ses études à Prague.

L'U.G.P.U. (sécurité d'Etat) reçoit carte blanche pour surveiller l'application des directives des autorités et pour mater toute résistance. Les organisations du parti et les organismes de l'Etat devaient aider la police par tous les moyens. Ainsi se créaient l'arrière-plan historique et le contexte du stalinisme.

consacrés à l'opposition — même en Occident, — ou entretenir l'idée, lancée par Staline, qu'elle n'aurait pas de réalité sociologique, que c'étaient des généraux sans armée. Cette affirmation paraît bien étonnante. L'existence de courants d'opposition donnait un souci certain à Staline.

ROY MEDVEDEV est soviétique et c'est presque banal. C'est historien et c'est également quant. Mais, voilà qui est rare, c'est un historien soviétique qui essaye de faire de l'histoire en se pliant aux règles de cette discipline. Cela suffit pour que là où il vit, l'exercice de sa profession lui soit interdit. Il appartient à la cohorte de contestataires du sein fait d'élites russes d'objecter que tout ce qu'il cherche à dire ce qui fut le retour du passé que est qui justifie le présent. A la différence d'autres dissidents célèbres, il continue pourtant à professer sa foi dans le communisme, et même à marquer son attachement au parti auquel il

éditions du Seuil). Il composa son ouvrage dans des conditions difficiles : les archives ne sont pas mises à la disposition d'un hétérodoxe même communiste. A peine son manuscrit achevé il eut connaissance de nouveaux documents et d'ouvrages parus à l'étranger... Il se mit alors à rédiger un complément. A son livre, celui qui nous est maintenant proposé sous le titre

pour le fondateur du régime de l'admiration — mais une admiration qui se veut lucide, — reconnaît que certaines des maladroitures de la « période stalinienne » apparaissent déjà sous Lénine. Dès ce moment, la terreur n'était-elle pas un moyen de gouvernement, la liberté de presse supprimée, la parti unique instauré ? L'historien constate les dangers du centralisme démocratique, il met en doute l'affirmation catégorique de Lénine au troisième congrès des jeunes communistes : « La morale, c'est tout ce qui contribue à la destruction de la vieille société fondée sur l'exploitation. »

La différence entre les deux hommes est évidente. Mais Lénine n'a-t-il pas engendré Staline, même si la fin de son règne, de lui avoir laissé trop de latitude ? Et surtout n'a-t-il pas créé le terrain favorable aux stalinismes, notamment en affirmant que la fin justifiait les moyens ? Passe encore quand dans les semaines anarchiques et révolutionnaires de la fin de 1917 un groupuscule a déterminé que les autres n'ont pas le pouvoir. Mais non que ce groupe fasse campagne pour une Constituante — au moment où il brigait le pouvoir — puis qu'il s'empresse de dissoudre cette assemblée le

Il ne faut pas croire pour autant que le passage de l'Union soviétique au stalinisme était inévitable, en raison de la situation particulièrement difficile. En fait, il se produisit une lutte politique et sociale d'un caractère particulier. Même pendant la NEP (Nouvelle politique économique), l'U.R.S.S. était une dictature politique rigide, où une opposition organisée contre Staline ne pouvait se manifester, presque exclusivement, qu'au sein du parti.

« Pour preuve, ce témoignage de M. Minninsky, chef d'entreprise à New York, en 1937, indiquant la direction que les chefs de l'opposition ont concentré autour d'eux sous les mécontents et que la mauvaise situation économique leur vaut un nombre important de partisans. Même l'armée est fortement infiltrée. La situation est telle que les chefs comme les communistes Staline et Boukharine n'ont montré d'une n légitimité non compréhensible en hésitant à donner l'ordre n de mettre ces chefs hors d'état de nuire » (1).

Autre originalité : s'adresser personnellement à une personne à laquelle les renseignements concernant le pas s'adressent : dans les quelques vingt-cinq ans de règne de Staline puis en décadence Khrouchtchevienne. Si ça gêne l'aventure, car si on consulte les manuels officiels on constate qu'entre Lénine et M. Brejnev il n'y a eu presque personne : la liste des P.U.R.S. (Union des Républiques socialistes) est mentionnée : il faut même rappeler qu'il se trouvait aux commandes quand le pays a gagné la guerre et que son « culte » de la personnalité n'était pas bien du tout. Mais le fait est que c'est bien ainsi qu'il faut savoir ce que signifie concrètement, pour des millions de citoyens, ce fameux culte.

[illegible]

Pourrait Medvedev se refuser à penser que le stalinisme était simplement le pire des deux phénomènes : une différence de nature. Lénine, dit-il, prônait le terreur parce qu'il fallait gagner la guerre civile. Il mettait l'accent sur le contrôle mais parce qu'il en avait besoin. Staline, au contraire, avait surtout besoin de ce qu'il avait appelé le « pouvoir personnel » pour transformer, Mais il ne tenait pas pour idéal le fruit d'une nécessité temporaire et c'est là le premier à remettre en cause ce qu'il avait dit. Staline avait voulu le pouvoir, mais à l'idée du pouvoir du prolétariat, non de son pouvoir personnel. A l'inverse, « Staline, originairement, avait voulu le pouvoir personnel et il avait échoué à le réaliser ».

pour même qu'ils se soient réunis, parce que les détracteurs avaient dit que la révolution n'était pas la révolution à ses vives sources socialistes révolutionnaires. On se passait environ deux mois après les journées d'octobre. Le nouveau Etat s'installait en dehors du monde du régime soviétique profondément marqué par le péché original. La suite était fatale. Les bolchevistes ne savaient peut-être pas où ils se centraliseraient, ou nouveau coup de force. Pourtant certains en avaient conscience, mais les conséquences. Sans expirer le moindre regret, et sans penser qu'il serait lui-même broyé par la mécanique mise en route, Soukhomine s'efforçait le jour de la signature de la paix. *« Le pouvoir sera résolu par la guerre civile. »*

Dans la seconde moitié des années 20, il y avait en U.R.S.S. deux tendances qui se soulevaient l'une contre l'autre — opposées à la politique stalinienne : l'opposition unifiée de la gauche, menée par Trotski, Zinoviev et Kamevov, et un groupe non organisé de politiciens modérés, qui se groupaient autour de Boukharine. Ce groupe était à l'époque le plus influent. Il était à l'époque le dernier au nom du théoricien communiste Boukharine, alors qu'en réalité ce fut Rykov, le chef du gouvernement, qui en fut le plus important la personnalité dominante.

On dit parfois qu'il ne faut pas trop surestimer la force de l'opposition stalinienne, car l'opposition était faible et les communistes convaincus et des partisans de la dictature du prolétariat, et ayant plus d'une

L'apparition de l'opposition de gauche alla de pair avec une mise en cause de Staline par des politiciens modérés. Ceux-ci ne rendaient compte du caractère dangereux des méthodes de Staline et avaient en mémoire le sort des Jacobins français. L'idée d'écartier Staline vint à maturité à l'automne 1927. Comme successeur possible, ils voyaient Tomyk, le président des syndicats sovietiques. Mais leur plan se solda par un échec. Dans la situation intérieure et extérieure critique qu'ils connaissaient, l'U.R.S.S. ne pouvait se permettre la luxure d'un changement

Roy Medvedev fut le premier Soviétique à raconter toute cette époque, à l'analyser (dans le

Déjà sous Lénine

Une question — toujours la même — se pose au terme de cette nouvelle étude : le stalinisme marque-t-il une solution ou : continué avec le léninisme ?

n'importe quels autres intérêts,
y compris ceux du parti du
prolétariat et de la paysanne-
rie.

BERNARD FERON.

DE LA NAISSANCE DE STALINE

Le problème du culte de la personnalité est depuis longtemps résolu

par I. MINTZ (*)



(Dessin de Jean-Marie CAGNIAT)

Pour le peuple soviétique et le parti communiste, le problème du culte de la personnalité est depuis longtemps résolu et est devenu une question d'actualité. Ce problème a été posé pour la première fois en 1928, lors du XVIII^e congrès du P.C.U.S., et a été résolu définitivement en 1956, lors du XX^e congrès du P.C.U.S. et de la XXII^e conférence du parti.

Toutefois, dans la mesure où l'on accorde une attention à ce sujet, il est indispensable de donner le travail à ceux qui ont voulu et qui ont résolu ce problème. Les Soviétiques ont résolu ce problème de la manière la plus correcte, la plus rationnelle, la plus démocratique.

La voie générale du pays dans les années 30

Une des causes des multiples déviations et options manifestement déviées de l'orientation sur Staline réside, à notre avis, dans le fait que les aspects négatifs de son activité servent, en quelque sorte, de « critère » pour apprécier la ligne du parti et de la direction.

Un fait est là : en un laps de temps extrêmement court et sans aide économique extérieure, les Soviétiques ont mis fin à un retard séculaire, réalisé un bond de géant dans son développement économique et culturel. Le profil social du pays a été totalement remodelé. Il a été prouvé que le monde du travail était capable de mener à bien une révolution industrielle et sociale.

Mais il y eut aussi...

Si l'on se rappelle dans le climat social et politique du temps et si l'on considère la manière dont le peuple soviétique a vécu ces années psychologiques, on peut comprendre que les succès et les victoires du socialisme aient été associés dans l'esprit des Soviétiques — et pas seulement des Soviétiques — pour une large part au nom de Staline. C'est négatif de cette présentation déformée des choses réelles en ce qu'il en résulte, l'utilisation pour créer une atmosphère où tous les succès essentiels des réalisations du parti et du peuple lui étaient attribués à lui personnellement. C'est en cela, notamment, que s'explique ce qu'on devait qualifier par la suite de « culte de la personnalité ».

Dès les années 30 une contradiction apparaît nettement entre les conditions favorables existant pour le développement du socialisme et, d'un côté, les conditions défavorables existant pour le développement du socialisme. Cette contradiction se manifeste dans la lutte acharnée entre l'ennemi de classe et ses agents, agents des forces réactionnaires, agents des forces réactionnaires, agents des forces réactionnaires.

Le lecteur trouvera dans les pages de ce livre les raisons de la victoire du socialisme en URSS. Il trouvera également les raisons de la victoire du socialisme en URSS. Il trouvera également les raisons de la victoire du socialisme en URSS. Il trouvera également les raisons de la victoire du socialisme en URSS.

pages de réactions — communales ou autres.

Les principes fondamentaux des relations entre le parti et les organes de l'État furent violés. Ces organes étaient déjà créés au cours du développement du socialisme, mais ils étaient encore à l'état de formation.

Le point de vue général du parti a été exprimé par des décisions erronées, dans de nombreuses publications soviétiques à caractère politique et historique. Ces notions erronées ont largement répandues à cet effet en Occident. Une version erronée, selon laquelle les problèmes de la période étaient « socialistes » et non « capitalistes ».

Le « testament » de Lénine

De même, si Staline commet une erreur quant à la détermination du début de la guerre, cela fut parce qu'il croyait sans limites en son intuition politique et qu'il réalisait alors pratiquement sans problèmes d'une importance vitale pour la défense du pays.

Parmi les graves erreurs commises par Staline, on peut relever également son arbitraire grossier, qui conduisit en son temps à un conflit dans les relations avec la Yougoslavie.

Pourquoi, comment se fait-il que l'on en vint à s'écarter tellement des règles démocratiques ?

Parmi les facteurs objectifs figurent les conditions historiques concrètes de l'édification du socialisme dans notre pays. Au moment où la révolution d'octobre s'est déroulée, le pays était un pays arriéré, un pays qui avait subi de graves dommages pendant la guerre civile.

Un climat semblable, aussi complexe, requerrait objectivement tant de la vigilance qu'un niveau élevé de centralisation du pouvoir et un renforcement de la discipline. La complexité de la situation d'urgence était renforcée par le fait que la ligne politique générale du parti visait à éliminer le socialisme dans le monde entier.

Dans ces conditions, la position de dirigeant du parti au pouvoir impliquait une responsabilité particulière. Staline en prit conscience et se sentait personnellement responsable de la situation.

On connaît le « Lettre au congrès ».

En quoi résident les garanties ?

La condamnation méritée et l'abolition du culte de la personnalité de Staline ont permis de rétablir dans son ensemble, mais il a fallu que ce pas en se guidant sur de hautes considérations de principe, sur les intérêts de la lutte pour le socialisme.

En se prononçant résolument contre le culte de la personnalité, le parti a affirmé que, même si cette critique provoquait certaines difficultés temporaires, du point de vue des intérêts et des objectifs, l'absence de socialisme était un résultat positif.

Le parti avait que ses succès et ses réalisations d'utilité pour le peuple et que à des fins éducatives et pour le mouvement communiste dans son ensemble. Mais il a fallu que ce pas en se guidant sur de hautes considérations de principe, sur les intérêts de la lutte pour le socialisme.

Il se verra que ce n'était pas un acte facile à faire, et l'on doit compter de l'impact qu'avait Staline tant le masse du parti que le masse de la population de notre pays.

En reconstruisant leur opinion sur Staline, les Soviétiques ont rétabli leur confiance dans le mouvement communiste et dans le socialisme. L'absence de confiance dans le mouvement communiste et dans le socialisme était une conséquence directe de la violation du principe fondamental de la libre édition des paysans aux coopératives et à plusieurs autres.

(*) Académicien.

Staline, et que les normes habituelles d'administration de la justice fussent abolies par ses décisions personnelles. C'est par ses recommandations que furent désignées des personnes de confiance pour diriger les organes des personnes au profit du socialisme, auxquelles étaient étrangères les règles normales de la politique du socialisme. C'est avec le concours actif de ce genre de personnes que de nombreux Soviétiques furent déshonorés et furent des victimes innocentes. Même des communistes qui étaient auparavant des personnes de confiance furent déshonorés et furent des victimes innocentes. Même des communistes qui étaient auparavant des personnes de confiance furent déshonorés et furent des victimes innocentes.

La situation se modifia après que le contrôle exercé par le parti et par le gouvernement sur les organes de la sécurité d'État fut éliminé et que le contrôle personnel de Staline fut rétabli.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques. On connaît également les tentatives de démentir que les actes de Staline étaient justifiés par les conditions historiques.

Le merens devient poney et servira en montagne

ET DU TOURISME

Plaisirs de la table

Le miroton miroté

Pas d'accord avec Jean-François Revel lorsqu'il assure, au micro (du *Pierre Bouvier*), que la gastronomie n'est rien de plus qu'un remarquable livre, que les chroniqueurs gastronomiques ne cherchent que la nouveauté et l'originalité, et que la gastronomie n'est que le plaisir du bon goût. Pas d'accord du moins pour mon compte et parce que, pour moi, la gastronomie est essentiellement d'ordre créatif, et non pas technique, et que, sans pour autant, elle n'est pas « une science » qui n'est qu'un prétexte. La confection de kivier, de foie gras, de saumon, c'est bon pour le corps. Soient. Soient.

Et saluons avec Revel la validation de cette belle et saine tradition, et toujours parler : si à y a plus de vérité, d'Éricoac dans un microton, bien microton, bien microton, les salades folles du monde !

Profiteurs alors de l'occasion pour appeler au secours de la gastronomie, et dire, et dire : c'est vrai, je n'ai pas parlé depuis longtemps et qui ne paraissent jamais sous la plume de ce grand homme de lettres.

Le Champs d'Or (32, rue de la

Champ-de-Mars; t.él. 591-59-
09 : tous les poisons traités
avec discrétion, sagesse et gran-
de connaissance du sujet par
Georges Lelièvre, Académi-
cien de Médecine.

Ches Michel (10, rue de Bel-
lourne; t.él. 878-64-44). — Honore-
rable, distingué, agréable, et
la personnalité gaisourarde reste le
fait de cette petite maison sym-
patique. Des moules farcies à
la crème, des escargots, un en-
chantement de bon aloi.

Ches Philippe (106, rue de
la Folle-Méricourt; t.él. 387-35-78).
— Un grand, un grand, un grand
cas, courtif, casclotot sans de
rigueur, solidement traités et
servis. Mais gottes aussi : ses
gottes, ses gottes, ses gottes.

Le Petit Tour (11, rue de la
Tour; t.él. 870-09-02). — Mari-
nette, votre menu et vous vous
en occupez, c'est tout. Un grand
d'œuvre à l'île flottante. Un
légier ton d'Auvergne, aussi, du
Brindouan au foie de veau et
aux autres fromages, sincérité et
amitié.

[illegible]

et les **GRILLADES**
SALONS de 9 à 120 couverts

« AU CARRÉ D'AGNEAU »
CHEZ ALBERT
123, avenue du Maine 330-21-69
330-21-19

SEMA OUVRENT LES
LUNDIS SOIRS
24 et 31 décembre
DINERS PROLONGÉS

RESTAURANT FARM
123, AVENUE DU MAINE
TEL 326 9134
123, AVENUE DU MAINE
TEL 326 9134

Les Agrumes au restaurant à l'Europe
Les Relations dans la pratique sociale

Le Miroir PARIS
A SAINT GERMAIN DES PRÉS - PARIS 6
25, rue de Buci - Paris 6

PONT DU CIEL
SAISON 1985-1986

BRASSERIE LUTETIA 544.36.10
CARRÉE DES SEVRES - PARIS 8
1 Entrée avec fruits de mer
+ 1 plat + 1 dessert
service inclus **58^{FR}**
Prix moyen à la carte **75^{FR}**
NOUVEAU DECOR

26, rue des Nationales (75)

CAROL ALAIN VALLAMÉ
à travers qui l'abbé Constantin
écrit l'opéra et la Bourne

REVELLON
ST-SYLVESTRE
526 F NET

Resto de 1^{er} ordre

Changement Menu à discretion

FORT ET POUR TOUTE LA NUIT

Menu à 100 F

crustacés - SERGE GAUBERT
cristallin - 1^{er} prix du concours
Cochon d'Inde - 1^{er} prix du concours
Cochon d'Inde - 1^{er} prix du concours

83, rue du 4 septembre (75)
Réservation : 297.50.93

SISYLV. DRESS CADRES
UNIKES & PARIS

Tres déjeunés et différents

MENU GASTRONOMIQUE

Folle ardoise / Dosses
Cotillons - Topolo
Faisaneau coqueau

CENTRA 310 F Cocktail
à volonté

JIVAGO 380 F champagne
tout compris

6, square de l'Opéra (75), 74-25-61

1

Du côté d'Argenteuil

[illegible]

MIETTES

● **Préservez-moi de mes amis !**
C'est ce que doit penser la princesse des gastronomes depuis son paradis gourdman. En effet, l'ex Amie de Curnonsky vient de publier un bien banal livre de souvenirs sur Maurice-Edmond Salliant, plein d'erreurs et d'outrages.

● **Pour le réveillon le restaurant L'aurant** (avenue Gabriel, tél. : 939-14-43) a fait venir socialement de Finlande le chanteur cosaque Victor Klimento. Ce sera l'attraction de cette fin d'année. Le menu

● Les Quatre Saisons (à Olivet, tél. : 66-14-30) proposent désormais, outre le menu gastronomique à 95 F service et vins compris et le carte, une dizaine de chambres tout confort bien soignées.

SA NOUVELLE CARTE PARTIEMMENT
PARMI LES MEILLEURES C
C'EST UNE ALLIANCE
YOUR MONTPARNASSE 50 étages ouvert au
PUBLI-LES PITES DE JIN D'ANNE
VOUS PROPOSE DANS SON CADRE
SOUTIENS-EN
1 rue Pierre Leroux 75007 PARIS
Réservation Lundi 24 décembre
à partir de 9 h.
Tél : 305.99.39

... Réservations : 538.52.35
à 100 jours

R. Conticini
TÉLÉPHONE 111-1111 SES DIVERS
MONDOLIPS

Menu réveillon de Noël
Foule gras frais du Sarnetier • Homard
gigantes du Sahra • Parachute d'Antares
Soleil coques aux oursins • Sorbet de Marc
Fleur de Pigeonneau au Gingembre.

LA TRUYERE
à PARIS
RESTAURANT
DEJEUNERS - DINERS D'AFFAIRES
Menus et Grande Carte
Numerous Specialités
"Révolutions" Noël et St-Nyvestre
5, Place Léon Blum - PARIS XI^e
(Métro Voltaire) - Tél. 379.73.08

1

100

Philatélie

[illegible][illegible][illegible]

LES SPÉCIALITÉS
Tous grands plats de caractère - Cœu-
r de bœuf en sauce aux truffes - Escalope
gratinée de veau - Gâteaux de saumon
- Salmons à l'huile et au beurre - Souffles
- Truffes - Truite - Tournedos -
- Volailles - Vins de France (75%)

754.74 F

MAÎTRE-ECAILLE
8, PLACE DU MARCHÉ

Chou
Roi des C
12, AL. CLOUTY, PARIS (19)
Tous
jours à 11
Paris

L'EST (FACE GARE DE L'EST)
CHOCROUTE
ART DE POISSON
POISSONS SAUTÉS
DE 50 GROSSEMENT A 2400 MATTIN

LISE (FACE GARE DE L'EST)
PAYSANNE

[illegible]

1

Le pain c'est la vie... vive le pain !

LE PAIN



Le Pain

Bernard DUPAIGNE
Photos originales de
Jean MARQUIS

dans l'esprit
 et la forme du
LIVRE DE L'OUTIL
 et de
LES OUTILS
DU CORPS

qui remportent toujours le même succès.

1 volume 26 x 34 cm, 208 p. 120 planches couleurs.

HIER & DEMAIN La Courtille

**CHAINES A NEIGE
EN LOCATION**

et SKIS - CROQUISSES
T-shirts - arts - BOUTIQUE D'ART
Repaires - Boutiques - Boutiques
BOUTIQUE

7-27-61 **DETHY** 272-28-67
IMPORTS - SEC. MONTMARTRE
place des Vosges - PARIS



les gourmets
font la différence

GLACES - SORBETS
Dégustation - A emporter

RAIMO
GLACIER
de Paris et de France

29/61 Bd de Montmartre 75018 PARIS
Tel. 345.7617

Mrs. DAUMENIL (Paris-Europe)

LA STRASBOURGEOISE (FACE GARE DE L'EST)
SA CÉLÈBRE PAYSANNE

12, rue du Général 1945 (107) - Tous les jours - Tél. 208-60-40

Brasserie Lorraine

place des termes CAR. BD.84 Cerveza Jeque à l'AUBRE

depuis cinquante ans le rendez-vous
du monde des lettres et des arts...

les huîtres et fruits de mer
et le gibier

réveillons fleuris

la cuisine française de grande tradition

CHEZ VINCENT

ST-SYLVESTRE 48 Châtaigniers
NOËL 335 R.T.C.
STNE CHATELAIN

ATTRactions - DANCES
CITATIONS

avec NOÛT DE MUGELA

4, r. Saint-Leurent, 10e - 077-31-51



La Saint-Sylh
Château de
ROLLEBOISE à
Réveillon Gourmand

L'Auberge

RÉVEILLON SA

Ambiance : « SOUS L'ORCHÊTRE »

ORCHÊTRE

CELINE & J. HOFFE CAPT. MARINE
J. HOFFE CAPT. MARINE
JACQUES JACQUET D'ARLON
JACQUES JACQUET D'ARLON

REGISTRÉ

DEPOSE DÉPOSÉE
MARQUE DÉPOSÉE



Les 5 de
1^{re} Ville

[illegible]

1

1

1

CARNET

Décès

— Alexandre Emmanuel, son époux, Boris et Rodica Barbovitch, ses enfants, Hélène et Michel Barbovitch, ses petits-enfants, Taty Schiller, sa sœur, ont le douleur de faire part du décès de

Mme Alexandre KHANOU,
née Fanny Landau,
survenue le 19 décembre 1979, à Saint-Mandé (93).

Les obsèques ont été célébrées dans la plus stricte intimité au cimetière de Bagneux-Parisien.

42, rue de Campo-Formio,
75015 Paris.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. François FONTAN,
survenu le 19 décembre 1979, à Comblanchien (02).

— Les obsèques ont eu lieu à Valenciennes (59) le 21 décembre.

— Mme Albert Weil,
survenue le 19 décembre 1979, à Comblanchien (02).

— Les obsèques ont eu lieu à Valenciennes (59) le 21 décembre.

— Mme Jacques P. LANG,
survenue à Strasbourg le 18 décembre 1979.

— Les obsèques auront lieu le lundi 24 décembre 1979, à 14 heures, au cimetière israélite de Genève.

30, rue de Brissac,
1200 Strasbourg.

50, rue de Florissant,
1200 Genève.

Nos obsèques, bénéficiant d'une réduction sur les funérailles de « Cercles de France », sont prévues pour le dimanche 24 décembre à 10 heures 30, au cimetière de la Chapelle.

Remerciements

— Très touchés par les témoignages de sympathie et d'amitié que nous ont été adressés lors du décès de notre cher et vaillant ami, M. Jean CARRE, par ceux qui l'ont connu et aimé, Mme Jean Carre et ses enfants expriment à chacun, en sa propre manière, leur profonde gratitude.

Communications diverses

— M. et Mme Michel Malphettes ont le jour d'annoncer que leur fille Alain Malphettes, commissaire-priseur à Toulouse, a été l'heureux des Prix Prémiers le 14 décembre 1979 pour son œuvre de Peintre Pierre Alain, ce qui a fait profession temporaire le 14 décembre 1979, au cimetière de Toulouse.

Bienfaisance

— Le Secours de France, qui préside Mme Clara Lacom, publie un message de remerciements à l'égard de M. et Mme Malphettes, qui ont demandé aux chrétiens de faire, en cette période de Noël, un geste pour atténuer les souffrances qui nous touchent ; ainsi, cette œuvre humanitaire des guerres d'Indochine, des guerres d'Algérie, des guerres d'Afrique.

Les dons sont reçus au Secours de France, 4, rue Berthollet, Paris 18 390 11 D.


Sentences de thèses

— Université de Paris-IV, jeudi 14 janvier, à 9 h 30, salle des Conférences, M. Valdo Roulet : « Le mouvement de la pensée ».

— Université de Paris-IV, jeudi 17 janvier, à 14 heures, salle des Conférences, Michel Roulet : « Les conditions de la pensée dans les procédures de concours ».

SCHWEPPES « Indian Tonic »
et **SCHWEPPES Lemon**,
les deux indispensables,
de **SCHWEPPES**.

Les robes de chambre
sont faites pour être habillées.



Alors venez voir les bijoux en diamants de la Collection 80...
venez les voir et demandez conseil à votre bijoutier.

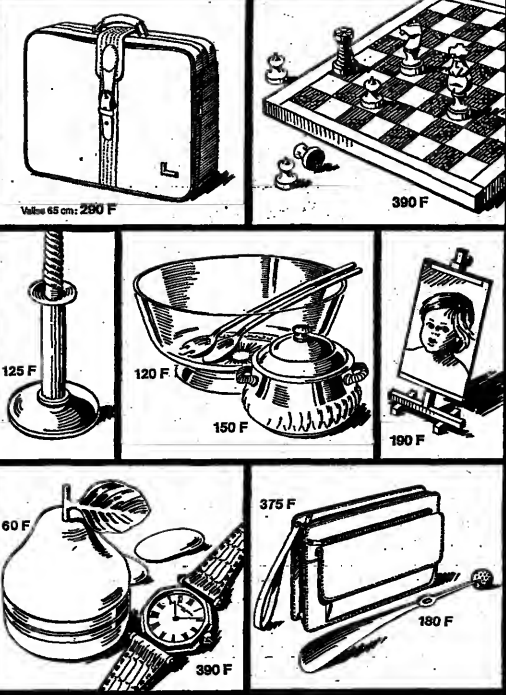
Susan de Berg
Joaillier Galerie Point Show, 66, Champs-Élysées Paris 8^e.
Un diamant est éternel.

Gienmac



Une grille prestigieuse
de polycarbonate en lambeaux
et caoutchouc
chips

Burberrys
8, bd. Malesherbes
Paris 8^e - 866.18.01



Valise 65 cm: 280 F

380 F

125 F

120 F

150 F

180 F

60 F

390 F

375 F

180 F

LANCEL
tout un monde de cadeaux

A 50 % DE SA VALEUR

Moquette velours
100 % pure laine

12, rue de la République
à partir de 12,90 le m²

MILORD - 1, bd. de Charonne
Métro : Nation
92 - 73-43-31

chaud, léger, imperméable

Loden
modèle chasse
différents coloris

425 F

FORSHO
LA MAISON DU LODEN

145, rue de la République
105-105-55 métro Nation
du lundi au samedi
de 9h à 19h sans interruption
Paris 10

Quinzaine exceptionnelle
de l'alliance diamant

sélectionnés par gemmologue diplômé d'état

grand choix
à partir de 5 000 F

Jean Miché
JOAILLIER CREATEUR

100-102, rue La Boétie, 75003 Paris, Tel. 225.85.66 et 359.05.71

Boîte 5 vitesses, 9 CV.
Traction et roues indépendantes.

35.200F*

FIAT
ACCORD
JAPAUTO

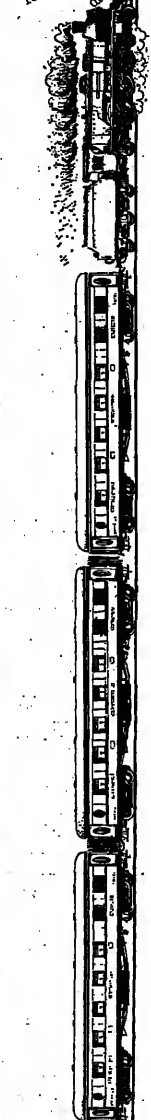
*Prix clés en main, incluant 1.100.70
Concessionnaire agréé - 27 av. de la Sûreté - T. 560.14.51 - préfixe TOTAL

Pierre-Jean Remy
ORIENT-EXPRESS

ORIENT EXPRESS, c'est d'abord un grand roman de Pierre-Jean Remy.
Plus de 200.000 exemplaires vendus!

Albin Michel

Dans l'Europe
fascinante des années
folles, six femmes
face à leur destin.
D'une guerre à l'autre,
l'amour, l'aventure et
la mort. De Londres
à Istanbul, le palpitant
roman d'un monde
disparu.

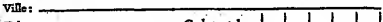


De notre correspondant

CLAUDE RÉGENT

**JEAN-YVES
LULEY**
**PETIT
FORUM**
du
26 décembre
au
5 janvier
18h 30
sur disques **REA**

(Edition Boislève)



SECRET
INQUIRY

(*) Artisan créateur, fondateur de la Maison des métiers d'art français.

[illegible]

BEGONIA
St PAUL

choix com
fleur

80, av. de Vi
Tél.: 22

Ouvr tous les jour
de 7h30 à 20h30.

20% sur
25F. Prix Fêtes 20F.
15F. Prix Fêtes 12F.
 dérable de plantes vertes,
 es, et fleurs coupées.
 s - 126, av. de Wagram Paris 17^e
 3.06 - 622.10.59 - 267.12.67

•

مَكْنَزٌ مِنَ الْأَصْلِ

سكندرية من الأسفل

ENVIRONNEMENT

LES MINISTRES DES NEUF SE SONT RÉUNIS À BRUXELLES

• Modération vis-à-vis de la France dans l'affaire du Rhin • La lutte contre la pollution atmosphérique

Les neuf ministres de l'environnement de la Communauté européenne, réunis à Bruxelles le 17 décembre, ont adopté deux directives pour lutter contre la pollution atmosphérique. Ils ont d'autre part visiblement ménagé la France pour l'affaire des rejets de sel dans le Rhin.

Les neuf ministres de l'environnement de la Communauté européenne, réunis à Bruxelles le 17 décembre, ont adopté deux directives pour lutter contre la pollution atmosphérique. Ils ont d'autre part visiblement ménagé la France pour l'affaire des rejets de sel dans le Rhin.

Le premier ministre de l'environnement de la Communauté européenne, réunis à Bruxelles le 17 décembre, ont adopté deux directives pour lutter contre la pollution atmosphérique. Ils ont d'autre part visiblement ménagé la France pour l'affaire des rejets de sel dans le Rhin.

MONNAIE

En Allemagne fédérale

M. Pohl succède à M. Emminger à la tête de la Bundesbank

De notre correspondant

Bonn. — Décidé à prendre sa retraite, M. Otto Emminger, président de la Bundesbank, vient de passer la main à son successeur, M. Karl Otto Pohl. Celui-ci était, depuis sept ans déjà, vice-président de la Banque centrale de la R.F.A.

On attribue cependant aux efforts de M. Pohl le mérite d'avoir évité la dévaluation du Mark. M. Pohl a en effet, dès son arrivée à la tête de la Bundesbank, imposé à son successeur, M. Schmidt, une politique de rigueur monétaire.

Défendre l'indépendance

Bonn. — Les doutes qui étaient éveillés à l'égard de M. Pohl ont été rapidement dissipés. Tout le monde est convaincu que le nouveau président de la Bundesbank défendra l'indépendance de la Banque fédérale.

La Banque fédérale refuse d'être une machine à imprimer le papier-monnaie. Mais elle ne peut pas pousser l'indépendance à l'extrême. Elle doit aussi servir les intérêts de la République fédérale.

Selon

Un des responsables financiers du pays

L'ARABIE SAOUDITE POURRA DÉPENSER TOUS SES REVENUS PÉTROLIERS

Comment s'explique la haine des réserves de l'Arabie saoudite, passées de 200 milliards de dollars en 1977 à 17 milliards ? Notre confrère le « New York Times » apporte des éléments de réponse à cette question qui a récemment donné lieu à des rumeurs sur la santé, notamment, d'un gigantesque projet (le Mecca) de la fin décembre.

Dans une conversation téléphonique qu'un correspondant du journal « The New York Times » a eue avec le gouverneur de la S.A.M.A. (Arabie saoudite) de l'Arabie saoudite, M. Al Ghamdi, il est apparu que le prince héritier, le prince Faysal, a décidé de réduire les dépenses de son gouvernement.

LE DÉVERSEMENT DE SEL DANS LE RHIN

Les Néerlandais renoncent aux poursuites judiciaires

De notre correspondant

La Haye. — C'est à l'unanimité que les députés néerlandais ont voté, le jeudi 19 décembre, une motion demandant la France de prendre « des mesures immédiates » pour réduire effectivement le déversement de sel dans le Rhin. Mais, suivant en cela la suggestion de leur gouvernement, les parlementaires ont renoncé à proposer des mesures judiciaires contre la France.

EN GRANDE-BRETAGNE

Le gouvernement approuve le nouveau plan de redressement de British Leyland

Londres. — Sir Keith Joseph, ministre de l'Industrie, a confirmé le 20 décembre, aux Communes, la décision du gouvernement d'approuver le nouveau plan de redressement de British Leyland.

Le plan de redressement de British Leyland, présenté par le directeur général, Sir Keith Joseph, a été approuvé par le gouvernement.

AGRICULTURE

Une trêve dans la « guerre du mouton »

De notre correspondant

Bruxelles (Communauté européenne). — La Commission européenne vient de confirmer son intention d'instaurer une trêve dans la « guerre du mouton ». Une proposition tendant à suspendre les importations de moutons britanniques en France, en attendant que la France accepte de lever l'interdiction des importations britanniques de moutons.

ACCORD FRANCO-GREC SUR LA RECHERCHE AGRICOLE

Les ministres de l'Agriculture de France et de Grèce ont signé, le 17 décembre à Athènes, un accord de coopération technique. Il prévoit la mise en place d'une structure administrative pour faciliter les contacts entre les chercheurs et pour organiser les échanges.

ÉTRANGER

M. Emminger : un quart de siècle d'histoire monétaire

L'homme qui quitte la présidence de la Banque fédérale d'Allemagne, à l'âge de soixante-trois ans, — il est né le 2 mars 1916 à Augsburg, — a été aussi une des figures marquantes de la scène monétaire internationale depuis un bon quart de siècle.

CHILI

Les exportations chiliennes ont atteint au cours des neuf premiers mois de 1979 2 200 millions de dollars, contre 2 000 millions de dollars en 1978.

ASTROLABE

restaurant
"Grande Bar" 40, rue de Valenciennes - 75019 Paris
Tél. 500.23.47
ouvert de 11h à 1h
"Le grand dîner" à 50 francs
à 7 heures 30, pour 2 personnes

Pour Noël, offrez un calculateur Hewlett-Packard... autorisé aux examens

Pour tout achat d'un calculateur scientifique série E (de 295 F à 565 F), LA RÉGLE À CALCUL, reprend 30 F votre ancien calculateur en panne, quelle qu'en soit la marque, et le détruit devant vous.

C'est l'opération "R.A.C.". Reprise de votre Ancien Calculateur.

A ce prix-là, un calculateur Hewlett-Packard, c'est une bonne idée de cadeau pour Noël. Offre valable du 3/12 au 31/12/79.

(Prix de 295 F)

HEWLETT PACKARD

1^{er} distributeur agréé HP en France 65/67, boulevard Saint-Germain 75005 Paris - Tél. 325.68.88

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

IDÉES

2. FEMMES AU TRAVAIL : « De nouvelles équipes à trouver », par Nicole Passovici ; « L'Image et l'avenir », par Gabriel Mouton ; « Un contrat européen », par Yvette Roudy.

ÉTRANGER

3. EUROPE : ESPAGNE : le débat parlementaire sur le statut des travailleurs à mi-temps laisse les divisions de la gauche.

3. PROCHE-ORIENT : L'AN : le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

4. AFRIQUE : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

5. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

6. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

7. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

8. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

9. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

10. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

11. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

12. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

13. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

14. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

15. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

16. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

17. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

18. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

19. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

20. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

21. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

22. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

23. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

24. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

25. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

26. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

27. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

28. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

29. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

30. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

31. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

32. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

33. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

34. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

35. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

36. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

37. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

38. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

39. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

40. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

41. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

42. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

43. É. RÉUNION : Le Conseil de la révolution aurait pu être « décliné » concernant les otages.

Les peines sont confirmées en appel pour six membres du VONS

La cour d'appel de Prague a confirmé, dans la nuit du vendredi 20 au samedi 21 décembre, les condamnations prononcées le 23 octobre dernier, en première instance, contre six membres du VONS (Ligue tchécoslovaque des droits de l'homme, organisation Comité des personnes injustement poursuivies). L'ingénieur Petr Uhl sera donc cinq ans de prison à régime sévère, le médecin Václav Benda, quatre ans de prison et le journaliste Jiri Dienstbier et le journaliste

Ota Bednarova, trois ans. La psychologue Dana Nemcova condamnée à deux ans avec sursis restera en liberté. En revanche, le dramaturge Václav Havel, condamné à quatre ans et demi de prison, devra sous peu comparaître devant un autre tribunal qui décidera du maintien ou de la levée du sursis dont avait été assortie une peine de quatre mois de prison qui lui avait été infligée en octobre 1977 par le juge Marie Dojcarova qui présidait jeudi la cour d'appel.

Le procès s'est déroulé dans les conditions habituelles : seuls quelques membres de la famille ont pu y assister. Amis, avocats étrangers, journalistes, diplomates et autres observateurs ont été refusés par le régime de Prague. Le procureur a fait observer que les accusés n'avaient pas de défenseurs officiels. Les accusés ont été représentés par des avocats de leur choix. Les accusés ont été représentés par des avocats de leur choix.

Beckett, Cornelius Castoriadis, Jean-Marie Domenach, Pierre Emmanuel, Jean-Pierre Faye, Eugène Ionesco, Jacques Julliard, Claude Lefort, Michel Lévy, Clara Malraux, Richard Maerker, Claude Mauriac, Marcelin Pleynet, Claude Roy, Laurent Schwartz, Alain Touraine, Pierre Vidal-Naquet. Mais les procureurs de la lettre n'ont pu être représentés par personne et sous les ordres de l'Union tchèque en conférence avec le ministre, leur a-t-on dit, les protestations à propos du sort des condamnés de Prague et du traitement infligé aux observateurs étrangers se multiplient. Jeudi soir, à Paris, un millier de personnes ont manifesté devant l'ambassade de Tchécoslovaquie.

La cour a mis une heure seulement pour délibérer et n'a en fait discuté que de la propriété des biens saisis durant l'insurrection et, en grande partie, remis à la propriété de l'État. Tout au long de la journée, la police a interpellé de nombreux jeunes gens et des responsables de la gauche et du VONS, les policiers ont été accompagnés de la police et de la police.

Succédant au cardinal Suensens, Mgr GODRIED DANNEELS EST NOMMÉ ARCHEVÊQUE DE MALINES - BRUXELLES. Bruxelles. — Le nouveau primate de Belgique a été désigné le vendredi 21 décembre. Le choix de Jean-Paul II n'est pas une surprise. C'est Mgr Godfried Danneels, évêque d'Anvers depuis le 4 novembre 1977, qui succède au cardinal Suensens comme archevêque de Malines-Bruxelles.

Le 21 décembre, le gouvernement de Bogota lance un appel à la solidarité internationale. Le chef de l'État, M. Uribe Ángel, a lancé un appel à la solidarité internationale. Le chef de l'État, M. Uribe Ángel, a lancé un appel à la solidarité internationale.

Le 21 décembre 1979, M. Yann Clerc, entré au Sénat le 10 décembre, a été élu président du Sénat. Le 21 décembre 1979, M. Yann Clerc, entré au Sénat le 10 décembre, a été élu président du Sénat.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu. Le 21 décembre 1979, le Conseil de la révolution a été élu.

AU SÉNAT

Le texte de la commission mixte paritaire sur la fiscalité locale est finalement voté

Le Sénat a consacré une partie de la journée du 20 décembre à la discussion de la proposition de loi, qu'il a définitivement approuvée, portant l'effectif du conseil régional de la Corse de quatorze à vingt conseillers. Il a ensuite longuement débattu de la fiscalité locale, adoptant par 126 voix contre 117 et 39 abstentions, les conclusions de la commission mixte paritaire.

« La loi finalement adoptée », souligne le rapporteur, M. FOURCADE (R.I., Hauts-de-Seine), « la mérite d'introduire deux innovations très attendues par les élus locaux : le passage au vote direct des taux des 1981, et la nouvelle assiette de la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire. »

Le débat, assez vif, s'est prolongé au raison d'un différend qui portait sur le mécanisme de perception de la taxe professionnelle. Le Sénat réclame l'origine une mécanisme léger de perception nationale. Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.

Le Sénat a voté la taxe professionnelle, après des simulations indispensables et un nouveau vote parlementaire.